



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 14 novembre 2025

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

CONSEIL MUNICIPAL

DU 14 NOVEMBRE 2025

19H00

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 14 novembre 2025 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 septembre 2025.

ORDRE DU JOUR

FINANCES

1. Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2025
2. Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2026

INTERCOMMUNALITE

3. Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud : Avis sur le projet du nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) 2026-2032

MARCHES PUBLICS-DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

4. Approbation du choix de subdélégation de la gérance du Club House du Golf d'Hossegor

AFFAIRES GÉNÉRALES

5. Signature d'une convention avec la Préfecture des Landes relative à la réalisation de du colisage des bulletins de vote pour les élections municipales mars 2026
6. Sollicitation de demandes de subventions au titre du Fonds Vert pour le projet réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor
7. Signature d'une convention de mise à disposition dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif expérimental « Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL »
8. Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Free Mobile

RESSOURCES HUMAINES

9. Modification du tableau des effectifs

10. Modification des Autorisations Spéciales d’Absences (ASA) liées aux évènements familiaux

11. Présentation du Rapport Social Unique au titre de l’année 2024

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 19 septembre 2025 au 7 novembre 2025

INFORMATIONS DIVERSES

Fait à Soorts-Hossegor, le 7 novembre 2025

Le Maire

Christophe VIGNAUD

OUVERTURE DE SEANCE

Christophe VIGNAUD

Il est 19h, on va commencer le conseil de ce soir, si vous êtes tous là. Le quorum en étant atteint, je déclare ouverte cette séance du 14 novembre et Quentin est donc secrétaire de séance.

Je vous fais passer les fiches et vous signez pour qu'on puisse les voir dans les papiers. Avant de débiter, alors ce soir c'est bien entendu un conseil qui sera, essentiellement financier. Et donc avant de débiter, quelques mots, je voulais d'abord dire bonsoir à tout le monde, à vous tous, au public et aux gens qui me suivent sur Facebook. Pour information, je voulais aussi rendre hommage à deux personnes qui nous étaient chères et qui sont disparues depuis très peu.

La première, c'était Jean-Luc DELPUECH, que vous avez peut-être connu, qui était l'ancien maire de Labenne, depuis 2001. Qui nous a quitté subitement il y a une dizaine de jours. Il a été surtout le maître d'œuvre du changement de cette commune. Il avait été aussi vice-président du département et vice-président chargé au sein de la MAC de l'urbanisme entre autres, et très impliqué pour son territoire. C'est un homme de convictions et d'engagement dans l'action publique. Et le 2e qui nous touche un peu plus, c'était Xavier SOUBESTRE, qui était un enfant de la commune, fils de l'institutrice de l'école de Sors.

Il fut maire entre 2008 et 2014 mais il était très impliqué dans la vie de notre commune depuis 1983 à 2014 avec Pierre DUSSAIN entre autres de 1992 à 2008 comme adjoint et conseiller mais aussi avec Guy BOTIS et Jean-Claude DESBERT. On l'a tous connu ici et là suivant son parcours. Moi je l'ai connu au travers de ses consultations lorsqu'il était médecin et qu'il venait l'été. C'était en tout cas pour la ville, un maire bâtisseur, on lui doit la crèche, l'EHPAD et surtout la réforme du centre-ville qui avait été un gros sujet à cette époque-là.

Il avait d'ailleurs subi beaucoup de critiques importantes dans ce projet, n'est-ce pas ? Donc merci à lui d'avoir aussi guidé la ville dans le bien de cette ville et de cette commune. Donc je pense que le Conseil municipal et moi-même nous pouvons présenter nos condoléances aux familles. Concernant la suite, je voulais vous partager quelques éléments en relation avec le désensablement du lac. Alors sa progression à ce jour est importante sur la partie extraction.

On a eu beaucoup de soucis sur la partie de rejet vers l'océan. Le préserver, le préserver, c'est une priorité. On avait dit que le lac, pour nous, c'était un point majeur. Avec la collaboration de MACS, on a pu faire cette campagne et donc c'est important que ce sujet-là se passe le mieux possible malgré les difficultés techniques que nous subissons, que nous sommes malgré tout en capacité de se dire que l'extraction sera effectuée dans les temps, mais que le transfert pour l'instant est très aléatoire et on a eu beaucoup, beaucoup, beaucoup de problèmes.

C'était une première, en tout cas dans cette configuration-là, et donc il faut que ça se passe le mieux possible et on espère que, Le temps sera rattrapé, peut-être pas dans les temps impartis, mais en tout cas il faut qu'on le fasse quoi qu'il arrive puisque les 15 000m3 qui étaient proposés sont presque sortis. Donc cette partie-là on ne peut pas le renier, mais c'est l'autre partie qui est la plus importante. Une bathymétrie a été faite aujourd'hui, je n'ai pas eu les chiffres, je devais les avoir donc voilà. Cependant, à ce jour, les entreprises travaillent d'arrache-pied non-stop dès 06h00 du matin jusqu'à 21h00 pour essayer de respecter leur engagement.

Donc des bathymétries, il y en a une au début, il y en a une au milieu, il y en a une qui sera faite à la fin pour un suivi régulier et par semaine. Donc on a une réunion de chantier à laquelle Alain participe pour essayer de mieux comprendre les aléas qui sont rencontrés et de trouver les solutions pour transférer le plus possible de sable sur les plages Océanes.

On a travaillé donc avec la MACS, on a travaillé aussi avec la SPSH qui est présente régulièrement pour essayer de faire des bathymétries aussi. Donc voilà, c'est à suivre. En tout cas c'est un sujet hyper important en ce qui nous concerne et on vous communiquera des informations régulières. Il y en a de façon importante qui vont nous être communiquées j'espère ce weekend. Enfin aussi, et ça c'est un point primordial, je pense qu'il est important de porter la connaissance de tous. Je pense que vous l'avez vu, que ça soit les élus, les administrés sur le sujet qui est la fameuse contamination des pins.

Vous avez dû le voir sur certains supports de communication. On en a parlé dans la presse, on en a parlé à la télévision, notre territoire, en tout cas un bout du territoire, est touché. Par cette contamination, ça s'appelle le nématode du Pin. On peut considérer que c'est éventuellement le COVID du PIN.

Ce ver qui vient d'Amérique du Nord, il se propage de la cime des pins et les mange de l'intérieur. Ça a été détecté à la limite de notre territoire, à côté de Seignosse, donc en limite de terrain forestier. Il y a eu une visioconférence juste à l'instant, juste avant le Conseil avec la préfecture, nous attendons un nouvel arrêté avec d'autres informations. Ce qu'on peut déjà d'ores et déjà dire, c'est qu'il va y avoir des coupes qui vont être faites obligatoirement puisqu'il y a plus que 17 pins contaminés, enfin répertoriés.

Donc il y a des coupes qui vont être faites, ça risque de toucher notre paysage. Toutefois, et c'est important pour que ça soit entendu et relayé par tous, si vous observez des pins qui vous semblent atteints par ce virus, le pin devient clair et blanc, vous pouvez appeler l'accueil de la mairie qui recensera les lieux, dépêchera soit du personnel de chez nous, soit communiquera une adresse mail qui est gérée par la préfecture et qui enverra donc des personnes habilitées pour se rendre sur place et voir si ce pin est contaminé par ce ver. Donc il y a une adresse mail qui est à votre disposition. C'est la préfecture normalement qui gère ça, mais on peut faire le relais. Les mesures s'appliquent sur tous les résineux. Il y a toute une liste de résineux dans l'arrêté. Donc ce sont les pins, les sapins, les cèdres, les mélèzes et les épicéas, les Douglas.... Donc avec une vigilance particulière sur les pins qui sont beaucoup plus sensibles à cette maladie que les autres.

Et cela touche bien entendu les professionnels mais aussi les particuliers. Et jusqu'à nouvel ordre, les déchetteries sont fermées pour les dépôts de déchets verts.

Ils refusent les végétaux de toutes sortes et de tout le monde, que ça soit particuliers ou professionnels. Donc on vous demande, particuliers et professionnels, de conserver tous les déchets végétaux chez vous et non sur la voie publique puisqu'en fait aujourd'hui on se rend compte, compte tenu de la fermeture de l'ensemble des déchetteries que les gens mettent soit devant chez eux, soit sur le domaine public. Pour l'instant ce n'est pas le cas, on attend le dernier arrêté.

Il y a des prélèvements qui sont faits sur à peu près 350 pins. Ces prélèvements prennent 3 semaines puisque les laboratoires sont à Bordeaux et on sait si oui ou non votre pin est infecté ou pas. Ça peut être pareil pour le particulier mais aussi pour la zone qui a été touchée sur Seignosse. Cette évolution est suivie de façon très importante de la part de la préfecture et on a quand même pu avoir aujourd'hui la confirmation. Il y aura des sapins de Noël puisque ce sont des sapins qui sortent de la zone dans laquelle on se trouve puisqu'il y en a beaucoup qui arrivent des Vosges notamment.

Aujourd'hui toutes les sociétés d'élagage, toutes les sociétés d'abattage n'ont pas le droit de travailler sur le territoire et n'ont pas le droit en plus de transporter ces fameux pins. Donc la préfecture demande un abattage, un broyage sur place et ensuite plus tard, ils n'ont pas dit quand ce qui a été broyé sera amené dans un lieu où il sera brûlé et après principalement je pense que ça sera au sitcom de faire cette partie-là.

Donc il y a un nouvel arrêté qui va arriver soit ce soir, En tout cas au plus tard lundi avec tous les éléments et ça sera mis en tout cas sur notre site. Ce sera relayé sur le site de la mairie et on vous fera de l'information classique et régulière pour que vous puissiez que ça soit chez vous comme pour les professionnels, avoir toutes les infos. Et dernier point, lorsque vous avez un permis de construire qui vous est déposé où il faut abattre des arbres, pour l'instant on ne peut rien faire, il faut juste attendre de voir l'évolution.

Non pas contourner la loi, mais avoir une dérogation dans ce domaine-là. Voilà. Mais ce qui est très important, c'est qu'en fait tout ce qui est travail d'élagage, quel qu'il soit, il vaut mieux essayer de les reporter pendant un moment, le temps de voir l'évolution de ce virus et de voir si ce petit ver se propage. On a quand même une chance, c'est qu'en général il se propage comme le ver du papillon qui est en hibernation actuellement. Donc la propagation ne sera pas aussi importante que ce qu'elle aurait peut-être été courant du mois d'avril puisque c'est à partir de là qu'ils commencent à ressortir.

Voilà. Cela étant dit, j'en ai fini pour l'introduction du jour et on va devoir maintenant voter le compte rendu du Conseil précédent. Si vous aviez des questions ou pas, on va passer au vote. Donc, concernant le compte rendu du conseil précédent, qui est pour ? A l'unanimité, très bien.

On va passer au point numéro 1 et c'est Edouard qui va vous expliquer la situation en matière d'égalité homme-femme, femme-homme pour l'année 2025.

FINANCES

1. Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2025

Édouard DUPOUY

Merci Monsieur le Maire. Alors le point numéro 1, effectivement il concerne le rapport sur la situation, En matière d'égalité homme femme pour l'année 2025 avant tout, je souhaite remercier les services des ressources humaines qui ont contribué à la réalisation de ce document. Ce rapport, il est annexé à l'ordre du jour du Conseil municipal, si vous en souvenez. Nous avons évoqué pour la première fois ce rapport l'année dernière. Il a été depuis mis à jour, complété, amélioré, mais il reste évidemment perfectible.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la commune a engagé un plan d'action sur 3 ans, de 2024 à 2026, en faveur de l'égalité professionnelle, conformément à un accord qui avait été signé le 30 novembre 2018. Depuis 2021, Plusieurs mesures ont été mises en œuvre, la participation à la protection sociale complémentaire, le maintien du télétravail, l'égalité du CIA entre catégories, les horaires variables favorisant ainsi la conciliation d'une vie professionnelle et personnelle et l'élaboration des lignes directrices de gestion.

En 2025, la d'utilité à renforcer la prévention des discriminations, l'intégration du risque de violences sexistes et sexuelles dans le document unique d'évaluation des risques professionnels, le recrutement de femmes dans la police municipale qui est une des filières les moins féminisées, la correction d'écart

salariaux, des formations sur les biais discriminants, la santé au travail et la prévention des RPS ont été déployées.

Un programme d'échange avec notre ville jumelle, Taïarapu-Ouest, a également promu la parité pour 2026. 4 axes guident l'action, l'égalité salariale, accès équitable aux carrières, équilibre vie professionnelle personnelle et prévention des discriminations. Donc je vous encourage évidemment à en prendre connaissance si ce n'est pas encore le cas. Vous verrez que même si effectivement nous sommes loin d'être parfaits, il y a un grand nombre d'indicateurs qui tendent à montrer qu'on est déjà sur la bonne voie.

Et donc l'Assemblée donc est invitée à prendre acte de ce rapport puisqu'il n'y a pas de vote. Un rapport qui est fort intéressant. Oui.

Maelle DUBOSC PAYSAN

J'ai une question par rapport à ce que tu viens de dire au tout début, quand tu parles du CIA, du télétravail, de la mutuelle... c'est quoi le rapport avec l'égalité ? Les améliorations mais elles ne sont pas en lien direct ce sont des améliorations pour tous les agents en fait.

Édouard DUPOUY

Oui pas forcément spécifiquement sur ce sujet-là. En tout cas ça figure dans le rapport c'est vrai.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Oui voilà c'est dans le rapport mais ce n'est pas ça ne rentre pas en ligne de compte par rapport à une quelconque discrimination.

Édouard DUPOUY

Non je suis d'accord.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Mais je me doute que tu n'auras pas la réponse qu'est-ce qu'elle est nationale, aller vers une égalité salariale vous allez faire comment ?

Christophe VIGNAUD

Non, mais les salaires, comme tu le sais, il y a des barèmes, donc il n'y a pas de....C'est légal.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Oui, alors oui, je sais que la problématique, elle n'est pas communale.

Christophe VIGNAUD

Non, non, mais ça, certes, elle n'est pas communale, tu as raison. Mais tous les salaires sont sur une base qui est classée par rapport à la catégorie.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Pour autant, si on regarde, si vous regardez dans le rapport, Oui, alors un exemple parmi tant d'autres, mais il y a une ligne où on parle des dix plus hautes rémunérations et donc il y a l'exemple qui est donné, donc c'est sur les dix plus hautes rémunérations de la mairie, il y a six hommes et quatre femmes, alors ce qui aurait été amusant, même si c'est pas forcément le bon terme, de façon

totallement anonyme, c'est d'avoir le tableau et de voir sur ces dix personnes, si c'est un sur deux ou si par exemple les six plus hautes rémunérations sont des hommes.

Et les quatre dernières qui sont les femmes. Mais si on regarde les quatre femmes c'est cent quatre-vingt-onze mille et les six hommes trois-cent-soixante-douze mille. Donc c'est un héritage j'imagine et pourtant il y a toujours eu des grilles. Et pourtant malgré ces grilles-là ben on a un écart pas carrément plus simple d'autres.

Édouard DUPOUY

Ça fait partie des points d'amélioration qu'on pourra ajouter au rapport et il y en a plein d'autres.

Lionel BARBERIS

Oui. En profiter de parler du courrier. En effet, on a été interpellés par les syndicats sur plusieurs délibérations dont celle-là, sur le fait que les syndicats dénonçaient le dialogue social. Ils dénoncent la qualité du dialogue social. De toute façon ils sont dans une situation presque de rupture avec la municipalité donc j'aurais aimé savoir est-ce que de votre côté vous maintenez les délibérations dans la mesure où ils demandent de les suspendre, c'est à dire est-ce qu'on...

Christophe VIGNAUD

Est-ce que cela concerne ce sujet ? Ça fait partie des questions qui sont en fin de conseil.

Lionel BARBERIS

Non parce qu'en fait dans le courrier qu'on a reçu, ils nous ont demandé que la délibération 9 et 10 je crois, je ne sais plus exactement soit retirée donc celle-là notamment. Donc ma question c'est qu'en est-il ? Est-ce que vous avez regardé pour donner suite à l'interpellation ? Est-ce que le CST est conforme ? Est-ce que les décisions prises en CST sont conformes ou est-ce qu'on va tomber ? Lorsqu'on a eu là dernièrement, à savoir, un appel de la préfecture qui nous a demandé d'annuler une déclaration qui n'est pas annulée correctement au CST.

Christophe VIGNAUD

La délibération dont tu parles, elle va être annulée, bien entendu, et elle va être revotée. Et par rapport à ce que dont tu fais état.

Lionel BARBERIS

Oui, qui a été interpellée par les syndicats, justement.

Christophe VIGNAUD

Et elle va être revotée. Et par rapport à ce dont tu fais état, par rapport au CST, Il y a eu 2 réunions qui ont été faites, à laquelle d'ailleurs tu n'as assisté puisque tu n'étais pas là le 10.

Non, mais c'est juste une constatation. Et donc il est bien clair, il est bien notifié dans les textes que nous avons fait validés, tout est dans les règles, où on les a réunis. Vous étiez là, alors toi tu n'étais pas là non plus, mais ça ce n'est pas très grave non plus.

C'est Jean-Marc qui t'a remplacé. Et donc de ce fait, on a revoté.

Lionel BARBERIS

Ils ont voté contre les délibérations.

Christophe VIGNAUD

Voilà contre la délibération qu'on a repassée le 10 novembre, à laquelle ils n'étaient pas présents et ça, la préfecture, en tout cas quand tu regardes l'article, et je te ressortirai ça d'ici la fin du Conseil, j'ai sorti l'article par rapport à ça, qui stipule totalement le fait que on peut repasser les éléments et qu'on était réellement dans les clous. Par ailleurs, là j'ai la lettre de la préfecture qui nous demande donc de retirer cette délibération et nous invite à en adopter une nouvelle conforme avec le droit en vigueur.

Donc ça, on va le faire à la fin du conseil. Et il y a un autre texte. Et du coup, celle-là, elle discute encore.

Lionel BARBERIS

Ils disent nous, on ne l'a pas revalidé. Enfin bon, il y a une forme de dialogue. Enfin, on en parlera après sur d'autres délibérations.

Christophe VIGNAUD

Non, non, ce qui est tout à fait. Alors attends, voilà. Alors, lorsqu'une question est soumise au comité en application des dispositions de l'article, Et dont la mise en œuvre nécessite une délibération de la collectivité territoriale ou de l'établissement qui recueille un vote unanime défavorable des représentants du personnel. Ce qui a été le cas, c'est ça ? Cette question fait l'objet d'un réexamen. Et donc nous avons remis en place une réunion dans les périodes qui étaient imparties, c'est à dire on avait fait la réunion au mois d'octobre, on a fait une autre le 10 novembre.

D'un réexamen et d'une nouvelle délibération est organisé dans un délai qui ne peut être inférieur à 8 jours et ni excéder 30 jours, ce qui a été le cas. La nouvelle convocation est adressée dans le délai de 8 jours au moins à compter de la première séance aux membres du comité, donc CST et membres du comité qui sont donc les représentants du personnel. Le comité siège alors valablement quel que soit le nombre de représentants du personnel présent. Il ne peut être appelé à délibérer une nouvelle fois suivant cette procédure.

Concrètement, et pour répondre à ta question, on a fait donc dans les normes avec la nouvelle convocation, ils ont décidé de pas venir. Ils ont contesté la première réunion en disant qu'elle était non conforme

Lionel BARBERIS

Voilà, ce qui est important, c'est surtout que nous ayons une analyse juridique qui soit fine derrière pour dire si oui ou non on est dans les clous. Après si on est dans les clous, on avance.

Christophe VIGNAUD

On est dans les clous, la preuve en est et je voudrais juste insister sur une chose et en fait ce n'était pas le débat de maintenant. On a voté d'autres choses à l'intérieur de ce CST avec elle, ils ont été quand même à 100% d'accord, juste un petit mot, on a augmenté l'assurance de prévoyance de 15 à 35€.

Enfin en tout cas, on a créé une augmentation substantielle de façon importante pour l'ensemble des agents et ils ont dit OK. Sur ce côté-là, ils sont d'accord. Et puis quand on est sur un autre parti où ils ne sont pas d'accord, ils nous font un nombre de lettres ou de mails nous interpellant tous. Au demeurant, on est dans les clous, même si je pense qu'ils sont derrière les caméras et qu'ils doivent

être en train de nous regarder. Mais en tout cas, par rapport au texte, nous avons fait ce qu'il fallait et correctement par rapport à ce qui a été demandé et par la préfecture et par rapport au texte de loi.

Alors en fait, l'article sur lequel il s'appuie, du code général de la fonction publique, tout cela est respecté parce qu'ils disent absolument qu'en vertu de cet article, l'opinion du CST ne peut être jugée comme émise. Je viens de vous lire l'article. Oui, c'est celui de la création d'un décret. Alors c'est celui sur lequel on en a parlé tout à l'heure avec Édouard et les textes sont très clairs. Et le dialogue, il existe.

La seule chose, c'est qu'on n'est pas tout à fait d'accord sur la manière de faire. Voilà. Mais après ça peut être quelque chose qui peut être revu. Moi je considère qu'aujourd'hui le dialogue social il doit être important pour tous les agents. Il y a des représentants du personnel et puis il y a des agents aussi qui sont à l'extérieur qui ont aussi moyen éventuellement de venir nous voir ou de voir à travers leurs représentants ou leurs chargés de personnel pour voir ce qui va et ce qui ne va pas.

En tout cas quand on essaye d'aller de l'avant, on a fait quand même des avancées importantes par rapport aux assurances complémentaires, on avait fait début 2025, on avait passé aussi l'autre assurance complémentaire de 7 à 10€. On a mis une prime de Noël, on a fait en sorte que le CIA soit bien débattu.

Alors c'est vrai que le CIA c'est quelque chose d'assez subjectif et on essaie d'avoir des règles pour que ça soit côté, donné, de la meilleure façon. Donc le dialogue existe, à eux et à nous, peut-être de le retrouver d'une façon un peu différente.

Lionel BARBERIS

A la lecture du courrier, on sent que le dialogue existe mais que la souffrance est réelle aujourd'hui dans les discussions que vous avez.

Quentin BENCHETRIT

Le dialogue il existe alors. ? Tu as commencé en disant que le dialogue n'existait pas.

Lionel BARBERIS

Je reviens, donc je vois bien qu'il y a des difficultés en interne, on en parlera au nom du RSU. Le rapport social unique, ce serait intéressant de débattre autour de ça.

Christophe VIGNAUD

Après, le but de l'histoire dans cette instance qu'est le CST, c'est de parler de tout et de plein de choses. Ce qu'on souhaite, nous, c'est essayer d'avancer sur des choses bien précises. Le RPS est un exemple, les risques socio-professionnels. C'est important parce qu'on va avoir une tendance de ce que les agents vivent tous les jours au sein de la commune. Au sein de leur service et de voir quels pourraient être les progrès qu'on pourrait mettre en place. Et ça c'est important.

C'est ça qui est important, pas de se battre derrière des articles. Au bout d'un moment je trouve que ça devient un peu ridicule et ce n'est pas le but de l'histoire. On n'est pas là pour parler d'articles et de faire en sorte que ce soit ça plutôt que ça. Le but c'est d'essayer de faire en sorte que les gens qui travaillent dans notre commune soient bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-01 : Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2025

Edouard DUPOUY, rappelle qu'en application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (articles 61 et 77 de la loi), les communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Cette présentation a lieu préalablement aux débats sur le projet de budget.

Pour les communes et EPCI : l'article L. 2311-1-2 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule : « Dans les communes de plus de 20 000 habitants, préalablement aux débats sur le projet de budget, le maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation ».

Ces dispositions sont applicables aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plus de 20 000 habitants.

Les modalités et contenu de ce rapport ont été précisés par décret n°2015-761 du 24 juin 2015.

Ce rapport appréhende la collectivité comme employeur en présentant la politique ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : recrutement, formation, temps de travail, promotion professionnelle, conditions de travail, rémunération, articulation vie professionnelle/vie personnelle.

Au-delà de l'état des lieux, il doit également comporter « un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et il décrit les orientations pluriannuelles. »

La Commune de Soorts-Hossegor développe sa politique de ressources humaines dans un contexte en perpétuelle évolution, guidée par les mêmes principes d'équité, de transparence, de professionnalisme, de performance, et de bien-être au travail et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2311-1-2 et suivants ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 231-1 à L. 132-4,

Vu la loi n° 2014-873 du 04 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

Vu la loi n° 2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu Le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 qui définit les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du ministère de la transformation et de la fonction publique du 14 décembre 2021 relative à l'appel à projets du fonds en faveur de l'égalité professionnelle dans les trois versants de la fonction publique,

Vu L'article L. 2311-1-2 du CGCT instituant, pour les collectivités territoriales et les EPCI de plus de 20 000 habitants, l'obligation de produire un rapport annuel sur les ressources humaines et la politique menée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, et notamment l'article D. 2311-16 du CGCT,

Vu la lettre-circulaire de Madame la préfète du 18 décembre 2024 relative au rapport annuel 2024 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes,

Considérant que la ville de Soorts-Hossegor est surclassée dans la catégorie des villes de 20.000 à 40.000 habitants par arrêté préfectoral du 5 avril 2000, il revient donc d'établir, à ce titre, un rapport en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,

Vu la délibération n°241216-42 du 16 décembre 2024 approuvant le plan d'action 2024/2026 de la Commune de Soorts-Hossegor en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et sa mise en œuvre,

Considérant la délibération n°250203-01 du 03 février 2025 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2024,

VU les avis rendus par le Comité Social Territorial en dates des 23 octobre 2025 et 10 novembre 2025,

Considérant le rapport annuel présenté sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'année 2025 ci-annexé,

*Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de la présentation du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'année 2025, préalablement aux débats sur le projet de budget pour l'exercice 2026.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution du présent rapport.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

2. Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2026

Christophe VIGNAUD

Alors on va passer au point numéro 2 qui est le rapport d'orientation budgétaire. Je vais vous faire un petit préambule très rapide, puis après je laisserai Édouard, donc on nous oblige. Vous savez que le code général des collectivités territoriales prévoit que dans les communes de 3500 habitants et plus, le maire donc présente au Conseil municipal, dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu donc à un débat au sein du Conseil dans les conditions fixées par le règlement intérieur qui est prévu à l'article L 21- 8 et il est pris acte de ce débat dans une délibération spécifique. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses du personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Ainsi, ce rapport d'orientation budgétaire procède tout d'abord à un rappel du contexte. Économique au moment de l'élaboration de ce document, puis sera complétée par la présentation des premiers éléments du projet du budget 2026.

Les prévisions et les orientations financières proposées pour 2026 seront ensuite détaillées pour le budget principal et les budgets annexes. Avant de dresser un état de la dette projeté au 31 décembre 2025, une présentation succincte en 3 points sera faite. Soorts-Hossegor une ville attractive et apaisée donc au fil des années, nous avons voulu que Soorts-Hossegor puisse demeurer une commune exemplaire, apaisée, sûre et harmonieuse. On pense que tous et je pense que tout le monde autour de la table pense que notre commune est un joyau que nous avons le devoir de préserver et de valoriser.

Et l'avenir de notre commune doit concilier investissement ainsi que la maîtrise budgétaire. Notre priorité reste tournée vers Soorts-Hossegor, son charme, son histoire, mais aussi. Vers son, vers son avenir, en cherchant les, en cherchant les leviers nécessaires pour retenir et accompagner notre jeunesse, la responsabilité et la continuité à l'approche de ces les élections, puisque c'est quand même un sujet qui est important pour beaucoup de gens. Nous agissons avec le sens de la responsabilité et il n'est pas question de laisser à la future équipe municipale une situation contrainte ou irréversible.

Notre situation financière est saine. On peut voir que notre trésorerie est bonne puisqu'on est autour de 2000005 donc, et la ville n'est pas endettée. Vous l'avez, vous l'avez vu dans le rapport du budget, pardon du budget. Nous veillons au contraire à lui transmettre une, solide, avec des marges de manœuvre qui sont nécessaires pour poursuivre son développement dans les meilleures conditions. Je ne détaillerai pas les actions de 2025 et 2026, elles font l'objet d'une présentation chiffrée ultérieurement.

On parlera surtout des orientations qui sans doute susciteront quelques débats. Mais je pense que c'est un signe d'une démocratie vivante. Notre force, c'est donc le respect mutuel et j'en suis convaincu. La capacité d'écoute et la recherche de consensus au service du bien commun. Gardons toujours à l'esprit notre objectif qui est de servir les administrés et agir pour le bien de la ville. Sur les 5 années de mandat écoulées, je voudrais juste mentionner qu'on a eu à peu près 90% des délibérations qui ont été votées à l'unanimité.

Preuve que malgré quelques divergences sur la méthode, on partage le même attachement au fond et à l'intérêt général. Et je pense que c'est relativement important de le souligner. L'avenir, les années à venir s'annoncent denses, exigeantes mais passionnantes. Continuons à travailler avec sérieux, avec calme, avec fierté pour servir notre ville et notre commune. Donc nous allons maintenant procéder et présenter des aspects plus techniques et comptables par l'intermédiaire d'Edouard.

Édouard DUPOUY

Merci Monsieur le Maire.

Le débat d'orientation budgétaire que nous tenons ce soir s'inscrit dans un contexte particulier : celui des derniers mois de notre mandat. Il constitue un moment essentiel de transparence et de responsabilité, permettant de dresser le bilan de la trajectoire financière engagée depuis 2020, d'en mesurer les effets, mais aussi de tracer les grandes lignes des priorités à venir. Nous avons, de fait, modifié le calendrier : ce débat d'orientation budgétaire a été avancé au mois de novembre, tandis que le vote du budget interviendra en décembre. Cela signifie que les chiffres 2025 ne sont pas encore définitivement arrêtés, ce qui, comme nous le verrons plus tard, peut rendre nos projections moins fiables ou plus difficiles à affiner.

Ce débat ne vise pas à anticiper les choix du prochain conseil municipal, mais à donner une vision claire et sincère de la situation financière de la commune, des marges de manœuvre disponibles, et des enjeux à court et moyen terme pour maintenir une gestion équilibrée et durable. Comme l'a rappelé Monsieur le Maire : il n'est pas question de laisser à la future équipe municipale une situation contrainte ou irréversible.

Nous avons traversé, durant ces six années, une période marquée par de fortes incertitudes : crises successives (sanitaires et politiques), inflation, hausse des coûts de fonctionnement. Malgré cela, la commune a su préserver son équilibre budgétaire, poursuivre ses investissements structurants et maintenir un niveau de service public.

Le rapport se compose de cinq parties : les recettes, les dépenses, l'endettement, les investissements et les ratios.

S'agissant des recettes de la commune qui se compose tout d'abord de la fiscalité directe principalement des produits du foncier bâti et de la taxe d'habitation, il est proposé de ne pas augmenter les taux de fiscalité. Je rappelle ce soir que les taux communaux n'ont pas augmenté depuis 2012, c'était un engagement et nous l'avons tenu jusqu'au bout. L'évolution du produit fiscal de la commune sera donc uniquement liée à l'évolution de la valeur locative cadastrale. C'est indiqué dans le rapport. C'est une augmentation estimée à 1,3%. Et donc pour 2026 le produit fiscal de la commune est estimé à 6,6 millions d'euros. S'agissant des autres ressources fiscales nous avons proposé une estimation prudentielle que ce soit pour les droits de mutation estimés à 1 350 000 euros pour l'année 2026 à partir de la moyenne des huit dernières années. Mais également pour la taxe de séjour avec une estimation à 450 000 euros pour 2026.

Ensuite s'agissant de la dotation globale de fonctionnement, qui je le rappelle, correspond à une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population. Vous avez un graphique dans ce rapport qui montre bien que cette dotation a considérablement fondu depuis 2010 puisqu'elle s'est levée à 1,6 million et elle atteint aujourd'hui un peu plus de 600 000 euros. Au regard des incertitudes liées au contexte politique national et ne connaissant pas les choix qui seront fait dans la future loi de finances 2026 sur ces dotations, nous préférons être prudents et réduire notre prévision 2026 à 627 055 €, soit une diminution de -29 036 € (-5,00% sur la DF). S'agissant des recettes d'exploitation, nous avons également projeté de manière prudentielle, elle s'élève à 2 millions d'euros comme en 2025.

Enfin vous avez d'autres recettes qui concernent la vente de la maison Bonhomme, on en a déjà parlé dans le précédent conseil et je vous rappelle que le montant s'élève à 804 000 euros. Donc si je

résume un petit peu s'agissant des recettes, il y a deux messages à retenir le premier, c'est évidemment que l'on continue de respecter notre engagement à savoir de ne pas augmenter les impôts pour les habitants de la commune et le second c'est qu'on est extrêmement prudent dans l'estimation des recettes pour ne pas avoir de mauvaises surprises tout au long de l'année. Je vais passer à la deuxième partie, les dépenses réelles de fonctionnement.

S'agissant des dépenses réelles de fonctionnement qui se composent tout d'abord des charges à caractère général et autres charges de gestion.

Depuis 2020, de nombreuses actions ont été engagées pour mieux maîtriser la dépense publique. C'est un travail exigeant, mené chaque jour par nos services, nos élus, et bien sûr par le maire en personne. Oui, c'est une bataille quotidienne, à chaque instant, pour faire mieux avec moins. Je veux le redire clairement ce soir : nous devons continuer à réduire la dépense publique, sans jamais affaiblir le service public — au contraire, en en améliorant l'efficacité et la qualité. Nous devons poursuivre avec rigueur l'analyse de nos dépenses. Mais soyons lucides : une grande partie de nos dépenses de fonctionnement est contrainte, soumise à des hausses automatiques que la commune ne maîtrise pas toujours.

Les dépenses liées aux fluides — électricité et carburant notamment — illustrent parfaitement l'évolution de nos charges de fonctionnement. En 2020, elles représentaient environ 500 000 euros ; en 2026, elles atteindront près de 800 000 euros, soit une hausse de 50 %. Dans le détail, la facture d'électricité est passée de 300 000 à 486 000 euros, et celle du carburant de 112 000 à 191 000 euros, soit près de 300 000 euros supplémentaires à supporter chaque année. C'est pourquoi je me permets de réagir à l'affirmation selon laquelle le million d'euros supplémentaire issu de la majoration de la taxe sur les résidences secondaires aurait été « dépensé dans le fonctionnement » par choix politique, plutôt qu'affecté à l'investissement, notamment au projet du Sporting. C'est inexact.

Nous ne consommons pas davantage d'électricité ni de carburant qu'auparavant — c'est même plutôt l'inverse — mais nous subissons une hausse tarifaire massive et subie, sur laquelle la commune n'a aucune prise. Il est important de noter que par rapport à l'inflation nationale nous avons été en partie protégés par le groupement de commande énergie du Sydec. Il a fait office d'amortisseur.

Ces surcoûts ne traduisent donc pas une dérive de gestion, mais bien l'impact direct de l'inflation et de la conjoncture énergétique, qui limitent mécaniquement les marges de manœuvre budgétaires disponibles pour l'investissement.

Je parlais à l'instant du coût de l'énergie et des carburants, mais en réalité, les exemples sont nombreux.

Prenons un exemple concret : notre contribution au SDIS, le Service départemental d'incendie et de secours. Elle a augmenté de 32 000 euros en 2024, puis encore de 11 000 euros en 2025. Que faire ? Cesser de financer les pompiers ? Bien sûr que non ! Nous assumons cette hausse, car soutenir nos secours, c'est protéger nos habitants.

Même constat pour les frais d'assurance, en hausse de près de 80 000 euros. Et je le rappelle : certaines communes, aujourd'hui, peinent même à trouver un assureur. Voilà la réalité de nos dépenses : elles augmentent, non par choix politique, mais par nécessité.

Ce que je veux souligner ce soir, c'est que si l'on additionne l'ensemble de ces dépenses — toutes essentielles et incompressibles —, on atteint très vite des montants conséquents. Et ces hausses, subies et incontournables, viennent mécaniquement réduire notre capacité d'investissement, sans que cela résulte d'un choix politique ou d'une mauvaise gestion.

S'agissant du soutien au monde associatif, j'ai entendu, lors du dernier débat, la remarque selon laquelle, je cite :

« Sur l'ensemble du mandat, les associations n'auraient pas bénéficié du retour des augmentations de recettes communales, alors même que la commune a gagné près de deux millions d'euros supplémentaires. »

Je souhaite rappeler ce soir que les subventions aux associations ne sont pas indexées sur le niveau global des recettes de la commune. Nous ne les augmentons pas parce que nous aurions davantage de moyens, mais parce qu'un besoin réel est exprimé et justifié.

Chaque demande fait l'objet d'une analyse précise, au regard de l'activité, des projets menés et de l'intérêt communal. Nous en avons d'ailleurs parlé hier.

Ce n'est donc pas un système de vase communicant : le soutien municipal repose sur une logique d'accompagnement ciblé, fondée sur l'utilité et la pertinence des actions, et non sur une simple redistribution automatique des recettes.

S'agissant des dépenses de personnel, effectivement, depuis le début du mandat, les charges de personnel, elles ont augmenté. Mais cette hausse s'explique et se répartit de trois manières différentes.

La première, et c'est ce qui représente le bloc le plus important, c'est 60% de cette augmentation ; des sujets que l'on ne maîtrise pas à savoir les effets mécaniques liés à la revalorisation du point d'indice, à l'évolution des grilles indiciaires et au GVT (Glissement Vieillesse Technique), sans oublier le remplacement des agents absents pour raison de santé. En 2023, nous avons subi l'effet à plein des revalorisations de 2022, ainsi qu'une nouvelle hausse du point d'indice et des grilles des catégories C. En 2024, l'impact s'est accentué avec une hausse du taux de la CNRACL (+1 %), une réévaluation du GVT à 115 000 €, et la flambée de l'assurance statutaire (+61 000 €). En 2025, la situation se poursuit : +3 % sur la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) , +1 % sur la Sécurité sociale, et encore +60 000 € sur l'assurance statutaire, sans compter les remplacements d'agents, qui ont représenté plus de 34 000 € supplémentaires. Et en 2026, nous anticipons de nouvelles hausses de cotisations et maintenons une enveloppe de 200 000 € pour les aléas liés aux absences. Ces chiffres traduisent une réalité simple : nos charges de personnel augmentent, non par choix politique, mais parce que l'État et les contraintes sociales nous y obligent.

Cependant, nous avons engagé une politique volontariste d'amélioration salariale pour valoriser nos agents et renforcer l'attractivité des métiers communaux. Depuis 2023, nous avons revalorisé l'IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise), instauré le Complément Indemnitaire Annuel CIA, et versé la prime pouvoir d'achat. En 2025, nous mettrons en place le régime indemnitaire de la police municipale et une participation employeur à la prévoyance. En 2026, cet effort sera poursuivi avec la revalorisation des primes de saison et une hausse de la participation à la mutuelle labellisée : passant de 10 à 35 euros.

Ces mesures représentent un engagement fort, car valoriser nos agents, c'est garantir un service public de qualité.

Sur l'évolution des charges de personnel, ce qui est intéressant, c'est de regarder le rapport aux dépenses réelles de fonctionnement et afin de pouvoir juger de la situation financière des communes, l'État a défini des ratios. Donc des comparatifs peuvent être ainsi établis avec des communes de même strate. Pour les charges de personnel, il faut regarder le ratio numéro 7 que vous avez dans le tableau.

Donc dans notre situation, entre 2023 et 2026, certes, le ratio a évidemment évolué, puisqu'il est passé de 50% en 2023 à 53% en 2026 mais il reste en dessous de la référence des communes touristiques de 3500 à 10000 habitants, qui est de 56% et puis également en dessous d'autres strates de communes, vous avez le tableau complet.

En résumé pour l'année 2026, les charges ont été estimées de manière extrêmement prudentielle afin d'éviter tout dérapage.

S'agissant de l'endettement, la situation de la commune est très saine : notre capacité de désendettement est aujourd'hui inférieure à trois ans. Ce niveau témoigne d'une gestion rigoureuse et responsable des finances communales. Depuis 2020, cette situation ne s'est pas dégradée — bien au contraire, elle s'est consolidée. Cela signifie que l'équipe municipale qui prendra la relève en 2026 disposera d'une véritable marge de manœuvre pour porter de nouveaux projets et investir dans l'avenir de la commune.

S'agissant de l'épargne, comme beaucoup de collectivités, nos recettes progressent moins vite, notamment en raison du ralentissement des recettes fiscales. À l'inverse, nos dépenses poursuivent une dynamique soutenue. Au niveau national, elles ont augmenté de +4,1 % en 2024, et le bloc communal enregistre la hausse la plus forte, à +4,8 %, principalement du fait de la croissance de la masse salariale, qui reste le premier poste de dépense des communes. Cette évolution divergente entre recettes et dépenses fragilise mécaniquement l'épargne de notre collectivité, comme celle de l'ensemble des communes françaises.

Avant d'aborder les investissements, je voudrais conclure sur le volet fonctionnement. Nous avons tenu notre engagement de ne pas augmenter les taux d'imposition, tout en faisant face à une hausse très importante de nos charges, dont beaucoup sont difficilement compressibles. Dans les années à venir, l'enjeu sera d'innover pour retrouver un niveau d'épargne plus confortable. À titre personnel, je ne suis pas partisan de mesures immédiates visant à accroître les recettes ; je crois que nous pouvons, et devons, commencer par retravailler certains postes de dépenses.

En 2026, notre programme d'investissement poursuit la dynamique engagée. Il intègre les propositions des services techniques, notamment la poursuite de l'installation des panneaux photovoltaïques sur les Ateliers et l'EHPAD, la peinture des boiseries des Tucs, ainsi que divers travaux de voirie et d'eaux pluviales, dont l'élargissement de la voie d'accès aux futurs logements saisonniers. Un auvent sera également installé à la crèche.

À ces opérations d'entretien s'ajoutent des projets plus structurants : la fin des travaux du Plan Plage lac, l'achèvement du refoulement du sable entre le lac et l'océan, opération qui sera renouvelée en 2027, ainsi que la poursuite du déploiement de la fibre noire (sur ce point précis je préfère laisser la parole à Quentin Benchetrit). Le schéma cyclable sera poursuivi, avec notamment les études en cours pour la liaison le rond-point des Paloumayres et la route des Lacs si le respect de l'environnement le permet, complétée par les travaux sur les avenues Maître Pierre, Charlevoix de Villiers, et de la Bécasse. Nous poursuivrons également les réflexions et études liées à l'écoquartier de l'entrée de Soorts, projet nécessaire pour faire face aux difficultés de logement pour nos jeunes.

Parallèlement, plusieurs projets d'avenir se concrétisent. Le Plan Plage Océan permettra d'améliorer les accès et l'aménagement des plages océanes avec de nouveaux postes de secours à la Gravière et aux Naturistes. À la Ferme de Bielle, la sécurisation a été achevée en 2025.

Concernant le Sporting-Casino, les études menées en 2023 et 2024 ont conduit à un projet dont le coût dépassait de près de 20 % les estimations initiales. La commune a donc choisi de ne pas retenir les offres afin de préserver ses équilibres financiers. Depuis, nous travaillons avec des cabinets spécialisés pour définir le meilleur montage juridique et financier, et un Appel à Manifestation d'Intérêts a été lancé pour envisager un projet à vocation économique, culturelle et éventuellement sportive. J'en profite pour apporter une réaction très personnelle à propos d'une lettre ouverte particulièrement maladroite qui nous a été adressée. Contrairement à ce qui a pu y être écrit, le conseil municipal et les différentes commissions ne sont en aucun cas des réunions menées en catimini : ce sont des instances officielles, réunissant des personnes légitimement élues au suffrage. Il est vraiment regrettable qu'un candidat qui aspire à exercer de telles responsabilités se permette de tenir de tels propos. Les questions évoquées sont tout à fait légitimes, et les élus n'ont pas attendu cette lettre pour se les poser. Pas plus tard qu'hier, nous travaillions ensemble sur ce dossier : il reste en effet un certain nombre de points à approfondir, qu'il s'agisse de la durée ou des modalités. Nous allons donc poursuivre ce travail pas jusqu'à la fin décembre comme j'ai pu l'entendre mais jusqu'à la fin du mandat.

Enfin, les études de programmation se poursuivent pour le parc des sports et la requalification du site des halles, Dont la réalisation, évidemment, sera laissée à l'appréciation de la prochaine équipe municipale.

Ce programme d'investissement illustre notre volonté de conjuguer entretien du patrimoine, transition énergétique et préparation de l'avenir de notre commune. Voilà, j'en ai suffisamment dit, je vous laisse la parole.

Christophe VIGNAUD

Je pense que ça peut susciter des débats. Donc si vous avez envie de prendre la parole, c'est à vous. Allez-y monsieur BARBERIS.

Lionel BARBERIS

Merci bien. Quand j'entends tout ça, je suis dubitatif, vraiment. Alors c'est très bien fait. Bravo Edouard, tu devrais faire de la politique. Je pense que tu es doué pour ça. Pour plusieurs raisons d'abord. Alors, quand j'entends dire qu'on est soucieux de maîtriser les dépenses publiques à l'euro près, il y a beaucoup de beaux discours derrière tout ça.

Je prendrais qu'un exemple, quand on fait un centenaire à 500 000€, on affiche au budget 250 000€ de recettes et qu'on n'en sort quasiment pas alors qu'on dépense bien 500 000€. C'est ça qu'on appelle de la bonne gestion de l'argent public. Moi je ne veux pas dire, mais c'est un peu à l'image de tout ce que tu viens de citer. C'est à dire qu'en fait il y a une augmentation des charges réelles puisqu'il y a plus de 50% d'augmentation des charges sur le mandat. Au précédent mandat, effectivement, il y avait des conditions qui étaient un peu différentes, mais l'augmentation des charges sur le mandat, c'était moins 1%.

Là c'est +55%. Alors vous êtes dans la maîtrise ? C'est vrai, comme je dis. C'est vrai que quand on fait un centenaire avec des recettes attendues qui ne sont pas là, mais que le groupe de travail dépense quand même l'argent qu'il n'a pas, c'est de la belle maîtrise. Vous pouvez répondre parce que.

Céline LUNARDELLI

Juste je veux savoir, je veux juste savoir si est ce que je te réponds maintenant ou est-ce que tu vas au bout et je répondrai après sur le centenaire ?

Christophe VIGNAUD :

Vas-y tu peux lui répondre. Sur le centenaire,

Céline LUNARDELLI

Je te laisse finir mais après je voudrais quand même revenir sur le centenaire.

On le fait maintenant ? OK le chiffre exact du centenaire entre les dépenses et les recettes qu'on a fait c'est 365 550,22 euros pour la commune.

365 550 euros. Après, ce que je veux souligner c'est que c'est un centenaire qui a été fait sur toute l'année. En comparaison, parce que les gens ne le savent pas non plus, un salon du livre pour trois jours, c'est 100 000 euros. Juste pour comparaison. Je n'ai rien contre le Salon du livre, au contraire,

mais c'est juste pour la comparaison. Les résultats, après, on peut savoir, il y a des gens qui sont contents, il y a des gens qui ne sont pas contents, tu vois.

Le résultat, il y aura des associations et je sais que tu vas y venir. Attends, je termine. Sur les associations, il y a des associations, je sais parce que tu vas revenir là-dessus. Qui sont contentes et d'autres qui ne sont pas contentes. Ce que je veux souligner aussi, c'est que toutes les associations ont été sollicitées. Toutes on a fait l'objet d'un appel à projet, il y a des personnes qui ont répondu, il y a des personnes qui n'ont pas souhaité participer à cet appel à projet et c'était leur droit aussi. Sur les dossiers qu'on a reçus, on a statué sur si ça avait un impact et un lien avec le centenaire.

Donc il y a des dossiers qui ont été retenus et d'autres qui n'ont pas été retenus. Mais tout a été fait en transparence et toutes les associations ont été sollicitées. Et des associations n'ont pas voulu participer. Je peux les donner ? On a donné combien de subventions ? 10 000€ pour les associations.

Lionel BARBERIS

Oui.

Céline LUNARDELLI

Mais elles ont demandé, c'est exactement ce qui a été dit. C'est exactement ce qui a été dit.

Lionel BARBERIS

Moi, aujourd'hui, le seul objet, c'est 480 000€. Mais après, les choses, elles sont très claires.

Céline LUNARDELLI

Ce n'est absolument pas...c'est stérile.

Lionel BARBERIS

Parce que je raconte juste une chose, c'est qu'il était affiché dans le budget. Le budget c'est quand même ce qui nous conduit toute l'année. Je suis désolé et il était bien marqué une recette de 250 000€. Alors où est cette recette ? C'est à dire qu'on a attendu d'avoir des entreprises qui viennent pour participer à ce centenaire qui devait être une fête extraordinaire qui restait dans les mémoires. Aujourd'hui c'est 250 000€ alors au moins peut être peu importe. En tout cas la somme qui était attendue n'a pas été rentrée.

Céline LUNARDELLI

Non mais les dépenses, les dépenses n'ont pas été non plus.

Lionel BARBERIS

Donc je reviens sur ce qui a été dit par Édouard, nous avons une maîtrise de l'argent public à l'euro près. Non, là on se fout de nous, je dis on se fout de nous. Donc une fois ce préalable posé, on peut aller encore plus loin, on peut aller sur le reste. Je veux dire, on fait une réunion publique sur le Sporting, les réunions publiques où en fait clairement quand on veut tuer son chien, il lui en dit qu'il a la rage. C'est à dire qu'en fait on ne fait tout pour faire croire à la population que le financement public est impossible.

Alors non, j'ai ici la présentation que vous avez faite au public qui est un scandale pur. Je m'en sers comme exemple quand je fais les formations de catégorie A pour montrer ce qu'on est capable de dire à la population et ça choque tout le monde. Non ça choque tout le monde. Pourquoi ça choque

tout le monde ? Parce que pour faire peur à la population on dit que pour faire le sporting on va lever 15 millions de taxes sur un an. C'est à dire que vous avez dit publiquement devant tout le monde nous allons nous avons une solution de monter les taux à 77% ils sont à 22 on va les monter à 77.

Pour faire peur à tout le monde dans la salle. Donc vous avez le choix, c'est soit du mensonge, soit de l'incompétence. Et ça c'est scandaleux parce que en fait là vous avez un beau discours. Et moi ce que je vois, c'est que quand vous êtes en réunion publique, vous avez été capable d'annoncer à la population qu'on allait augmenter la fiscalité pour rentrer de 7 à 20000000 d'euros. C'est exactement ce qu'il y a marqué ici et je trouve ça scandaleux. C'est à dire que le produit de fiscalité pour qu'on puisse il est de 7000000. Il faut qu'on le monte à 19000000, donc pour ça nous allons augmenter.

Ce sont les PowerPoint qui ont été présentés à la population. La fiscalité à 77%, ça veut dire que c'est comme si pour effectuer les travaux de la maison ou acheter ma maison, il fallait que je me débrouille pour travailler suffisamment dans l'année pour rentrer la totalité de la somme de ma maison. Je ne passe même pas par la Banque, c'est moi qui rentre tout d'un coup. J'ai travaillé jour et nuit pour rentrer suffisamment d'argent pour payer ma maison. Ce que vous avez vendu à la population, ça a été de leur dire. On ne peut pas financer le Sporting, donc il est normal qu'on passe par le privé. Mensonge ou incompétence ?

C'est à dire que je vous laisse le choix, vous pouvez avoir les 2. Moi je pense qu'il y a peut-être les 2. En tout cas vous êtes alors Monsieur le Maire, je n'en ai pas forcément après vous sur ce coup-là parce que vous avez présenté quelque chose et je pense sincèrement que vous êtes laissé entraîner dans un truc où clairement vous n'avez pas eu la maîtrise du sujet.

Le problème c'est qu'au bout de 5 ans de mandat. Je trouve totalement anormal qu'une équipe municipale puisse présenter à la population un document aussi faux que ça et c'est ce qui me scandalise. Donc quand j'entends des grands discours en disant nous avons une maîtrise, et cetera, alors qu'on a 50% d'augmentation des charges alors qu'on a une augmentation de la masse salariale qui est conséquente.

Et ce n'est pas dû qu'au problème de qualité QVT. Quand on voit le nombre de postes créés, on y viendra au moment du RSU. Il y a un rapport du RSU qui est criant. Quand je dis criant, il est criant et on en parlera parce que les chiffres qui sont dedans, je les ai comparés avec 2020, le rapport du RSU qui est exactement sur les mêmes critères. Quand on fait le comparatif, vous verrez, c'est scandaleux ce qui se passe dans la mairie maintenant, quand je vois ça, quand j'entends ce que vous êtes en train de dire, oui je suis scandalisé parce que là c'est du mensonge. Une fois de plus, la maîtrise à l'euro près, non ce n'est pas vrai, le Sporting ce n'est pas vrai et on peut aller, on peut aller sur plein de choses.

L'embellissement on en parlait au début, Monsieur le Maire disait attractive et apaisée. Les tags, l'embellissement de la commune. Alors oui, chaque fois on se moque de moi, les 3 fleurs on les a perdues, et cetera. La réalité c'est que l'embellissement de la commune n'est pas au rendez-vous. La propreté n'est pas au rendez-vous, les gens le disent alors c'est le sentiment de propreté. Peut-être que la propreté les gens diront qu'il y a sûrement peut-être des problèmes d'absence au service technique aussi, il y a peut-être des choses qui se passent. En tout cas ce qui est sûr c'est que non, ce n'est pas au rendez-vous. Le sens des responsabilités, je vous l'avais dit au début du mandat. Au début, on était constructifs sur le fait de dire attention, n'allez pas recruter n'importe comment, faites attention au type de recrutement qu'on fait, et cetera.

Encore dernièrement, en tout cas l'agent à l'événementiel, il est déjà absent. Je veux dire, et on se rend compte qu'au sein de la collectivité, je suis désolé, on a 10 jours d'absence au début du mandat par agent, 4% au RSU, on a plus de 35 jours par agent. En moyenne, on a 35 jours d'absence en moyenne des agents dans cette collectivité et on est en train de me dire que tout va bien, qu'on maîtrise le dialogue social. Non mais en fait ouais là je suis énervé, je suis énervé parce que quand j'entends ce genre de discours qui est très policé, où en fait on a fait un super mandat, on est super fiers de nous.

Moi je vous dis non, la réalité c'est que ce n'est pas vrai et que là vous êtes responsables, tous responsables parce que ce que je vois et ce que je lis dans les chiffres qui sont là franchement. Un les présentations ne sont pas bonnes et ça ce n'est pas normal. Et je vous dis c'est mensonge ou incompetence. Le problème c'est qu'on est en fin de mandat et qu'on devrait y être. Le rendez-vous devrait être là. Vous devriez être justement dans une dynamique de créer des choses. Et là t'en as pas parlé mais le PPI, le PPI. Quand je regarde le PPI, on annonce dans les années qui suivent 1000002 1000000 d'investissements.

Vous annoncez la ferme de Bielle, les complexes sportifs, et cetera. Si on avait une rigueur de gestion, ce serait dans le plan pluriannuel d'investissement. Ce n'est pas parce qu'il y a une équipe derrière qui pourrait prendre la mairie qu'on ne doit pas avoir une vision, il n'y a pas de vision, c'est à dire que on est là, on dit on fait des appels, alors on fait des grandes réunions publiques La dernière année du mandat, on s'est bien agité, on a bien fait des choses. Pour preuve, on est à 4 SH infos, on est à 4 bulletins d'information cette année, on en est à 2 l'année dernière. On a des mails, des SMS qu'on reçoit sur la communication de la mairie.

L'année dernière, j'étais à 0 au mois d'octobre, 0 au mois de septembre, il n'y avait pas de communication.

Céline LUNARDELLI

On en est à 10 par mois ! non mais.

Quentin BENCHETRIT

Alors on peut les mesurer et je les ai comptés. Oui, je les mesure depuis le début du mandat, sachant que l'année. Si si, il y en a eu 19. Alors moi aujourd'hui, j'ai la traçabilité de tout ce qu'on fait. Oui, si c'est envoyé elle aussi. On les a, On peut parler du SH info. Et là, aujourd'hui, on a eu une dispensie.

Céline LUNARDELLI

Et après, les SMS, on regardera tout ça. C'est suivant les événements aussi qu'il y a à signaler. On ne compte pas d'envoyer, il n'y a pas un quota. "Oh, allez, c'est parti, allez, vas-y, refais !" Ah. Oui, mais évidemment, là, c'est ça.

Lionel BARBERIS

C'est affligeant. Ah oui, c'est affligeant. Tu es ridicule, là tu deviens ridicule.

Céline LUNARDELLI

Si excuse-moi, mais moi enfin je ne l'ouvre pas souvent, mais là pour moi, tu es ridicule, ridicule. Tu vas chercher des miettes qui...

Quentin BENCHETRIT

En fait le fait d'essayer de simplifier à l'excès pour essayer de déstabiliser le débat, ça rend, le débat stérile et ça ne l'éclaire pas du tout. Mais par exemple si on veut parler de communication, non mais si on veut parler de communication, moi j'ai... Excuse-moi, mais je crois que je ne t'ai pas coupé sur le sur ton sujet. Moi je voudrais prendre la parole parce que tu nous tends la main sur le sur le SH INFO.

Il y en a eu 19 depuis le début du mandat, donc ce n'est pas une nouveauté 4 cette année, ce n'est pas une nouveauté c'est un par trimestre. Non c'est un par trimestre, ça a toujours été ça, même sous le mandat précédent, c'était exactement la même chose, mais. Mais en tout cas bon, une fois de plus tu essaies de simplifier pour rendre le débat stérile. Mais restons factuel en effet, et donc si on est factuel sur le tout dernier SH INFO que les administrés vont prochainement recevoir, moi il y a quelque chose qui m'a qui m'a choqué dessus.

Comme tout le monde le sait sur tous les SH INFO, la collectivité laisse la place pour un encart d'expression des élus n'appartenant pas à la majorité municipale. Donc moi je m'adresse à vous directement, donc pas uniquement toi Lionel, mais Henri, Cathy et Christian, puisque vous êtes 4 à signer cet aparté qui va être prochainement distribué dans toutes les boîtes aux lettres et vous permettez d'écrire :

« Notre équipe riche de ses compétences, est prête pour l'échéance des élections municipales de mars 2026 et surtout prête pour les 6 prochaines années à assumer les fonctions que vous nous confierez. »

Ça ne vous choque pas ? Vous pensez que le SH INFO édité par la collectivité et c'est ce que vous faites depuis le début ? Non, mais depuis le début.

Lionel BARBERIS

Mais est-ce que tu crois que c'est moi qui envoie des mails à mon équipe ? Pour les inviter à une réunion électorale.

Quentin BENCHETRIT

Quelle équipe, quelle équipe ?

Lionel BARBERIS

Moi j'ai un mail, avec la boîte de Monsieur le Maire qui invite dans le cadre de la campagne,

Quentin BENCHETRIT

Mais quelle équipe ? Aujourd'hui nous sommes une équipe d'élus, non.

Lionel BARBERIS

Non pas du tout,

Quentin BENCHETRIT

Tout sous mandat, non ?

Lionel BARBERIS

Non pas du tout les gens qui sont.

Quentin BENCHETRIT

Et donc non mais je n'ai pas terminé, je n'ai pas terminé. Non mais ce n'était pas mon propos. Mais du coup j'attends, j'attends vraiment une réponse. En fait c'est qu'aujourd'hui le SH INFO c'est bien de nous le reprocher, de dire qu'il y en a eu 2 l'année dernière, que cette année il y en a 4. Peut-être que c'est un fait, mais aujourd'hui le SH INFO doit rester en fait un outil de communication sur lequel aujourd'hui la collectivité s'en sert pour informer les administrés et sur lequel nous restons totalement neutres.

Et nous distribuons de l'information factuelle. Vous avez la parole de l'opposition dessus, donc vous avez le droit de vous exprimer. Est-ce loyal ? Non, mais est-ce loyal vis-à-vis d'un autre candidat qui lui n'a pas cette chance ? Mais non, si ce n'est pas le lieu en fait. Aujourd'hui, un bulletin municipal doit rester neutre. Ah je le tourne pas du tout. Ah non. Ah non, je ne fais que te répondre à ta question parce que tu nous attaques sur le SH Info.

Je fais partie de la Commission communication. Donc en t'attaquant au SH Info, tu t'attaques à la Commission dont Oriane est l'adjointe et tu t'attaques...

Lionel BARBERIS

Et n'empêche que vous envoyez bien de façon beaucoup plus soutenue sur les SMS, que tu le veuilles ou non.

Quentin BENCHETRIT

Aujourd'hui c'est factuel mais tu as tu as des chiffres. Non non, tu lis c'est factuel mais est-ce que tu as des chiffres.

Christophe VIGNAUD

Les SMS aujourd'hui tu te rends compte par exemple pour le pin qu'on est bien obligé d'informer les gens, il y a des actualités qui sont importantes. Donc tu ne peux pas nous reprocher ça.

Lionel BARBERIS

Non mais tu ne peux pas, bien sûr. Personne n'est dupe. Mais dire aux gens sur leurs réseaux sociaux, lisez bien le SHFO. Donc lisez bien les SMS, inscrivez-vous.

Céline LUNARDELLI

Bah c'est normal, c'est de l'information pour la population. Est-ce qu'il y a un SMS qui n'est pas neutre par exemple ?

Quentin BENCHETRIT

Mais oui. Donc on respecte totalement, on respecte.

Édouard DUPOUY

Non mais ce n'est pas normal. Mais un sms qui n'était pas justifié. Est-ce que t'as un exemple concret ?

Lionel BARBERIS

Envoyer des sms beaucoup plus soutenus, vous communiquez, non ?

Christophe VIGNAUD

Et en ce qui concerne les SMS, aujourd'hui, tous les SMS qui sont passés sont des SMS qui ont un caractère important. Je prends le nématode qui est un truc important.

Lionel BARBERIS

OK, très bien, est-ce qu'on peut revenir au DOB ?

Quentin BENCHETRIT

Ah oui, c'est le but. Aujourd'hui il s'agit de l'orientation budgétaire et pas d'une interprétation politique comme tu souhaites le faire ! Allons-y, reprenons.

Lionel BARBERIS

Oui on reprend le débat d'orientation budgétaire. Et aujourd'hui quand je parle de vision, vous avez un PPI, je suis désolé, qui à l'intérieur ne tient pas compte des projets que vous avez plus ou moins annoncés. La preuve c'est que la partie du complexe sportif n'existe même pas dans le PPI, ça veut dire qu'il n'y a pas de vision. C'est à dire que la vision que vous essayez de porter ou de faire croire que vous portez, aujourd'hui elle n'y est pas. Et en fait, on le voit bien, c'est qu'il y a aucune perspective financière qui sont projetées dans le budgétaire qui permettent de dire si ce que vous annoncez est finançable ou pas.

Ben oui, parce que c'est important aujourd'hui, vous dites on va faire ci, on va faire ça plus ou moins, c'est annoncé. En réalité, vous n'avez pas aujourd'hui d'outils qui vous permettent de dire si c'est finançable ou pas. Alors quand on dit derrière nous n'avons pas augmenté les impôts, c'est faux. Vous avez augmenté les impôts puisqu'en l'occurrence ils ont été augmentés pour les résidences secondaires et que les gens qui ont aujourd'hui des résidences secondaires sont très heureux d'avoir accueilli leurs taxes et ils l'ont vu. Et je peux vous assurer qu'ils sont très contents de payer ce qu'ils ont à payer. Par contre la réalité derrière c'est que quand on l'a validé, nous on l'a validé aussi parce que c'était clairement annoncé que c'était pour investir.

Aujourd'hui on peut nous dire ce qu'on veut, oui mais nous avons eu de mauvaises nouvelles, c'était difficile etc. Ce n'est pas vrai. Parce que quand vous augmentez autant la masse salariale en créant des postes et en créant des postes qui sont dans la collectivité en plus on peut douter de la performance aujourd'hui de l'organisation quand on voit ce qui se passe. En fait aujourd'hui clairement ce que vous avez créé c'est la charge qui a absorbé ce que vous avez créé en taxe parce que vous avez augmenté la taxe d'habitation. Vous savez, dans le secondaire et qui fait que cette taxe qui aurait pu servir largement parce qu'elle est 1000000, c'est 1000000 de taxes supplémentaires au global.

Vos recettes de fonctionnement sur le mandat, c'est 2000000. Vous avez 2000000 par an, 1000000 avec cette taxe sur 60 ans. Parce qu'aujourd'hui on parle de donner à 50, 40, 50, 60 ans le Sporting à gérer et à imprimer. En réalité, c'est 40, 50, 60000000 d'euros. Qui sont derrière ? Alors vous avez décidé d'investir, de le mettre en fonctionnement mais pas en investissement.

Édouard DUPOUY

Et ça n'a pas décidé. Je l'ai expliqué tout.

Lionel BARBERIS

Non mais tu l'as, tu l'as mal expliqué là. Ta maîtrise à l'euro près n'y est pas. Ce n'est pas vrai. Quand tu dis j'ai une maîtrise à l'euro près, c'est faux.

Édouard DUPOUY

Moi je te donne des exemples concrets. On a 50% d'augmentation des charges.

Lionel BARBERIS

On a 50% d'augmentation des charges, on ferme la boîte. Alors ici c'est bien, on augmente les impôts quand on a un problème financier.

Édouard DUPOUY

Ce n'est pas ce qu'on a fait justement.

Lionel BARBERIS

Ou qu'on augmente les horodateurs, ou etc. Mais en réalité, ce n'est pas ce qu'on a fait non plus. Les horodateurs, la période n'est pas la même.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais en revanche, juste une petite chose. On a quand même des on a eu des dettes et moi si tu veux que je te le dise, on a le remboursement des terrains des Barthes, là on a 1000000 d'euros.

Lionel BARBERIS

Alors oui, vous pouvez tous rigoler, c'est incroyable, on parle de 60000000, vous parlez-vous pouvez rigoler, mais on. A 1000000, mais si on a déjà ça, chaque année qui est sorti.

Christophe VIGNAUD

On a ça, ce n'est pas vrai. Et toutes, tous les toute l'héritage républicain que nous avons eu, les halles qui sont pourries depuis 82, il y a eu aucune chose. La police municipale, l'héritage républicain, Monsieur le Maire, laissez-moi finir Monsieur Marguerite, d'accord, et en ce qui concerne la police municipale qui était dans un état lamentable, la ferme de bielle pareil, le Sporting pareil.

Lionel BARBERIS

Parce que sous le mandat il ne s'est rien fait.

Christophe VIGNAUD

Ah oui c'est sûr.

Lionel BARBERIS

Ah oui, si cependant vous avez refait une place qui avait été refaite 3 ans avant en termes de respect de la République, c'est vrai que.

Christophe VIGNAUD

La place il fallait la refaire. Déjà la place des Basques, non, il fallait la sauver, la place des Basques elle ne marchait pas, mais non. Mais si, elle ne marchait plus ? Le bruit mis à terre. Elle avait 3 ans monsieur.

Lionel BARBERIS

Vous avez refait la place des basques qui venait d'être fait il y a 3 ans, et à côté de ça, on a toujours des enfants qui sont dans des vestiaires en algeco. On a toujours un qui fuit. Non mais ça fuit, ça fuit

encore alors que ça fait le mandat. C'est notre faute, c'est sûr. En tout cas vous ne l'avez pas réglé le problème.

Christophe VIGNAUD

Mais peut-être que tu la régleras toi ? Peut-être.

Lionel BARBERIS

Oui, peut-être. Et en tout cas le problème il n'est pas là. Je ne suis pas pour ça. Oui mais qui pour savoir ? Je ne suis pas là pour parler d'élection, je suis là pour parler. Non non, là je suis là pour parler du bilan. Oui, aujourd'hui dans le bilan, je suis désolé. Il y a en termes d'augmentation de la masse salariale, en termes d'augmentation des charges, en termes de diminution de capacité d'investissement, malgré les augmentations que nous avons eu en produits en recettes. Aujourd'hui, clairement, nous n'avons pas le retour sur investissement des recettes qui ont été créées et ça c'est un vrai problème.

Mais très bien, peut-être que vous en foutez, mais moi je vous le dis aujourd'hui, vous avez ça et je reviens sur ce que je vous ai dit, c'est que je vois à travers les documents qu'on nous communique et je vois à travers la communication qui est faite sur la partie notamment des causes non critiques, je suis désolé, mais il y a des choses qui sont inadmissibles parce qu'on ment ou en tout cas par incompétence.

Patrice BIANCONE

Merci. Monsieur le Maire, je voudrais dire un petit mot moi juste sur les chiffres avancés par Céline.

Christophe VIGNAUD

Ah oui, par rapport au salon.

Patrice BIANCONE

Oui, par rapport au salon, ce qui est un chiffre totalement faux, il existe 100 000€, on n'a jamais dépensé 100 000€ sur un salon, d'autant plus qu'il y a des subventions, permets-moi de, et je crois que je connais bien les chiffres quand même, mais savoir ce qu'on dépense. Donc, il n'y a jamais été dépensé 100 000 euros sur un salon, d'autant plus qu'il y a des subventions. Et puis, le deuxième point que je voudrais dire, c'est que sur le centenaire, parlons-en du centenaire, parce qu'il y avait une société prestataire qui nous avait promis Monts et Merveilles, et j'étais à la réunion quand elle a promis Monts et Merveilles.

Cette société prestataire qui d'ailleurs était payée à prix d'or et elle avait promis 250 000€ de fonds apportés par le mécénat. On n'a jamais vu la couleur d'un euro apporté par cette société.

Céline LUNARDELLI

Ça, c'est faux parce qu'on a eu. Non, non, on a eu plus de 80, alors exactement 94 786 Oui, là je suis d'accord, là je suis d'accord, mais les.

Patrice BIANCONE

Oui, tu es d'accord, mais tu n'es pas d'accord, je ne comprends pas.

Céline LUNARDELLI

Tu me laisses, je peux t'expliquer ou pas là ? Ok, on a reçu 94 786,95 centimes d'euros, on n'a pas eu les 250 000 euros, je suis d'accord.

Patrice BIANCONE

Je crois que le maire lui-même a mouillé la chemise et que lui-même. Tout le monde a mouillé la chemise. Quant à cette société prestataire, du point.

Céline LUNARDELLI

De vue, tout le monde a mouillé la chemise.

Patrice BIANCONE

Moi aussi, je suis désolé de.

Céline LUNARDELLI

Mais c'est la vérité. Mais tu rapportes quoi ? Tu rapportes quoi ? Quand tu dis rapporter.

Christophe VIGNAUD

Vous me faites des compliments, ça me fait plaisir.

Céline LUNARDELLI

La seule chose, c'est qu'on a réduit, on a réduit aussi le budget au départ qui était prévu.

Patrice BIANCONE

Je sais que tu as fait, tu as mouillé la chemise parce que toi, tu es allé vers les entreprises, tu as rapporté des fonds, quelques fonds. En revanche, la société prestataire qui était une société qui était au départ à 80 000 euros, je dis le chiffre.

Céline LUNARDELLI

Le salon du livre, on n'a pas le chiffre non plus, c'est combien le salon du livre Patrice ?

Patrice BIANCONE

Et cette société n'a pas...

Céline LUNARDELLI

Alors il n'y avait pas non plus dans le cahier des charges, ce n'était pas leur unique, ce n'était pas leur unique objectif de rapporter ça. Et il y a des choses qu'on n'a pas faites qui étaient prévues dans le budget aussi. Voilà.

Patrice BIANCONE

On a été très généreux avec cette société. Non ?

Céline LUNARDELLI

On avait eu, on avait eu aussi. Et là tu le sais, tu es de mauvaise foi parce qu'on a eu, et si, une autre société qui demandait beaucoup plus, Que celle-ci. Non n non Patrice, tu étais dans le mail et cetera, tu l'avais reçu toi-même, tu as dit c'est une société qui demandait beaucoup plus que celle-ci. Bah peu importe si les chiffres sont là, les mails sont là. Je te les redonnerai les mails. Et le budget du salon du livre alors du coup il est de combien s'il n'est pas de 100000 ?

Avec les bah voilà donc il est autour des 90000, Voilà, 95 000. Ah oui, ce n'est pas 100 000. Mais non, mais c'est mais je n'ai rien, mais je n'ai rien contre les salons du livre, Patrice, c'est pour donner en rapport, c'est pour donner une valeur aussi sur l'entreprise.

Patrice BIANCONE

Le maire peut en témoigner, ce n'est pas 95 000 euros qui sont dépensés. Il y a peut-être un feedback de 25 000 euros qui n'est pas dépensé. Donc il faut être clair avec ça. Non mais il y a des subventions aussi. Bien sûr, oui bien sûr, les subventions qui ne sont pas du fait de la mairie. Je suis partagé avec les chiffres, pas du tout, je les ai les chiffres, comme toi.

Édouard DUPOUY

Est-ce qu'il y a d'autres prises de paroles, calmes et posées, à écouter. D'autres interventions ?

Patrice BIANCONE

Bon et je rappelle que le département cette année, pour la première fois avait apporté un peu d'argent pour ce salon. Aussi, à ma demande.

Lionel BARBERIS

Bon, sur ce. J'aimerais dire monsieur le maire, puisqu'il y aura encore des commissions finances ou pas ? Il n'y a plus de commission finance.

Christophe VIGNAUD :

Si si, il y en a une qui est programmée.

Lionel BARBERIS :

Ce qui serait bien c'est que pour le prochain budget prévisionnel, le budget notamment, le 21 novembre, on puisse avoir qu'on ait une vraie vision prospective de ce qui a été plus ou moins annoncé, et de ce qui est projeté. C'est à dire que depuis le début on a demandé de construire des outils qu'on n'utilise plus, et je trouve ça dommage.

Là en l'occurrence ils ne sont pas utilisés dans le DOB puisque moi j'ai un PPI dans le DOB qui est vide de plein de choses. Donc soit on intègre correctement dans les outils qu'on a préparé depuis plusieurs années en disant ces outils ils doivent nous dire est ce que oui ou non on est capable de financer ce qui est annoncé. On est capable ou pas de les financer ? Ben voilà, aujourd'hui les outils on devrait les maîtriser, on devrait les avoir affichés.

Édouard DUPOUY

On a bien pris note.

Christophe VIGNAUD

OK, très bien, mais on a la Commission finance, c'est la semaine prochaine, je crois bien.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-02 : Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2026

Monsieur Édouard DUPOUY, Adjoint au Maire en charge des finances, rappelle que le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est la première étape importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du budget primitif 2026. Il doit permettre au Conseil Municipal de débattre sur les priorités de la politique municipale.

Il présente les engagements de la Ville de manière concrète, en les inscrivant dans les contextes international, national et local qui les impactent. Conformément à la réglementation, le ROB précise notamment la structure et la gestion de la dette. Le Conseil Municipal doit également être informé des orientations concernant les niveaux de dépenses, les projections en matière de recettes et les équilibres en résultant.

VU le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

VU l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que la Commune de Soorts-Hossegor est surclassée dans la catégorie des villes de 20 000 à 40 000 habitants,

VU la délibération n°251114-01 du 14 novembre 2025 relative au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les Femmes et les Hommes pour l'année 2025,

CONSIDÉRANT que les orientations budgétaires ont été examinées en Commission des finances du 21 octobre 2025 et lors de la Commission générale du 4 novembre 2025,

*Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires sur la base du rapport et des documents transmis aux conseillers municipaux (informations sur le contexte économique et financier national et local d'élaboration du budget, évolution prévisionnelle de dépenses et de recettes, en fonctionnement et en investissement, évolution du besoin de financement, structure et gestion de la dette ...).

PRÉCISE que le présent rapport d'orientations budgétaires, sera transmis au représentant de l'État dans le département, à la disposition du public à l'hôtel de ville et mis en ligne sur le site internet de la Commune.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

INTERCOMMUNALITE

3. Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud : Avis sur le projet du nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) 2026-2032

Christophe VIGNAUD

Le point numéro 3, c'est l'intercommunalité et ça passe. Et c'est très important puisqu'on parle du PLH qui est le programme local de l'habitat, donc le PLH est un sujet bien entendu éminemment important puisque c'est l'avenir des logements sur l'ensemble de notre territoire et principalement dans notre commune. Ce plan local de l'habitation a été travaillé à plusieurs reprises au sein de MACS avec les différents acteurs.

Et comme vous avez pu le lire dans la note, un processus d'échange a été mis en place pour pouvoir essayer de proposer des logements pour tous, des logements en location, en accessibilité. Mais surtout d'essayer de trouver des solutions sur un problème auquel nous sommes tous confrontés et principalement nos villes côtières. À cela s'ajoute de démontrer pour chacune des communes une direction concernant les productions de logements que nous pourrions faire. Je vous rappelle qu'à partir de 2030, autour de 2032, 1031, il y a cette fameuse loi ZAN qui interdit de construire sur des terrains qui pourraient être encore vacants pour arriver à une 0 artificialisation en 2050.

Il va donc de soi que nous regardons avec insistance les lieux qui pourraient recevoir cette prévision. Et je fais donc bien entendu allusion au projet qui se trouve sur la route d'Angresse avec la création d'un éventuel écoquartier, mais qui est aussi plus près de nous dans déjà dans Soorts puisqu'on va déjà avoir sur le terrain de l'îlot lacout. D'ailleurs, on en a parlé très souvent lors des conseils en face du trinquet qui va prochainement avoir une proposition de logement en BRS, en bail réel solidaire. En accession sociale, il y a 10 logements en BRS, 2 en locatifs sociaux et 3 en marché libre.

Sur le dossier qui nous a été, et qui vous a été communiqué. L'objectif concernant les villes sur le territoire, il a une un objectif, c'est faire 4422 logements sur les 6 années et sur les 23 communes qui compose MACS. Concernant les villes rétro littorales, c'est 351 logements, il y en a 250 pour les pôles

intermédiaires, c'est à dire les villes qui sont juste derrière nous et les 136 qui sont dans le qui sont plus dans les terres.

Ça représente pour nous à peu près 35% des logements locatifs et 20% des logements en accession sociale pour atteindre les objectifs. Concernant sorts, l'objectif est de produire en moyenne. 25 logements par an, soit 150 logements pour le prochain mandat. Pour les 6 prochaines années, l'équipe municipale qui sera en place devra regarder cela avec une grande attention pour le futur de la commune afin de rajeunir un peu notre commune et de donner la possibilité, et c'est le but aux jeunes de rester dans cette ville.

Le plan d'action est développé avec une offre de logement en adéquation. Avec les revenus des ménages, en prenant en compte les besoins du parcours résidentiel, en prenant appui sur l'extension du tissu urbain existant et en apportant un soutien aux ménages en situation fragilisée. Pour ce qui pour ce, pour que ce plan soit adopté, il faut d'abord que nous puissions le voter en sachant que c'est un programme entre 2026 et 2032. Il sera ensuite soumis au Conseil communautaire. Et à la suite de cela, sous réserve de l'avis des services de l'état, il y aura une dernière délibération communautaire qui viendra approuver le PLH pour clore cette procédure.

C'est donc un sujet très important pour notre futur. Il convient de ne pas le louper puisque c'est le futur que nous engageons aujourd'hui et les objectifs sont donnés à l'intérieur du plan qui vous a été remis. Développer une offre de logement en adéquation avec le revenu des ménages. Prendre appui sur le tissu urbain existant avec une stratégie foncière raisonnée et dédiée au regard avec un regard particulier sur les parcs existants. Apporter un soutien aux ménages en situation de fragilité, un public sensible aux réponses spécifiques.

J'en ai fini. En tout cas, c'est un point primordial pour la suite de la commune et je vous invite donc si vous le souhaitez, à commenter. Sinon on passera au vote. Y a-t-il des questions ? Bien. Donc on doit délibérer et donner un avis sur ce projet, sur ce nouveau programme 2026-2032. Qui est pour ? A l'unanimité, merci.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-03 : Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud : Avis sur le projet du nouveau programme de l'habitat (PLH) 2026-2032

Afin de poursuivre son engagement, la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud a souhaité renouveler sa stratégie et son action en faveur du logement pour tous, par l'élaboration de son troisième Programme Local de l'Habitat (PLH). Marqué par les fortes tensions du marché immobilier, l'accès au logement pour les habitants du territoire s'avèrent de plus en plus difficiles.

Ce document cadre, régi par le code de la construction et de l'habitation, définit pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Dans cette perspective, le document s'est construit autour d'une large concertation : enquête auprès des habitants, mobilisation d'un panel citoyen, consultations spécifiques avec les partenaires de l'habitat, et travail approfondi avec les élus, ont permis de dégager les grandes orientations de la politique locale de l'habitat. Forts de l'ensemble des contributions et décisions, plusieurs enjeux se distinguent :

- Un enjeu démographique, marqué par le vieillissement de la population que l'offre de logement devra prendre en compte, tout en préservant l'aspiration familiale du territoire,

- Un enjeu de marché immobilier, reposant sur la nécessité de développer une offre de logements abordables pour soulager un marché local sous tension,
- Un enjeu de parcours résidentiel, nécessitant une diversification de l'offre de qualité, à l'année, afin de faciliter l'accès au logement à une demande locale parfois sans réponse.

A ces enjeux, il est nécessaire de prendre en compte les volumes conséquents de logements produits. En effet, le territoire communautaire a connu une production soutenue et l'arrivée sur le marché de cette offre abondante n'a pas pesé sur les prix.

En outre, ce contexte est complété par la réduction des consommations foncières, conformément à la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Climat et Résilience », qui renouvelle le regard sur la façon de concevoir le logement.

Au regard de ces éléments, l'ambition retenue dans ce troisième PLH repose sur la combinaison de deux logiques territoriales, en termes d'armature urbaine tout d'abord et de réalité des marchés immobiliers locaux ensuite.

Ainsi, la production totale de logements est estimée à 4 422 sur les six années du PLH (soit environ 737 logements à l'année), avec un effort supplémentaire en matière de mixité sociale :

- Pour les pôles structurants, l'objectif est de 351 logements par an, soit 48 % de l'objectif total sur MACS,
- Pour les pôles intermédiaires, l'objectif est de 250 logements par an, soit 34 % de l'objectif total sur MACS,
- Pour les pôles de proximité, l'objectif est de 136 logements par an, soit 18 % de l'objectif total sur MACS.

De manière qualitative, au regard d'un objectif de diversification du parc de logements en faveur du développement d'une offre abordable, la répartition des efforts s'effectue en fonction de la distance au littoral et de la tension observée sur chaque partie du territoire communautaire :

- Pour les communes littorales, l'objectif est 35 % de logements locatifs sociaux et de 20 % de logements en accession sociale à la propriété,
- Pour les communes rétro-littorales, l'objectif est 30 % de logements locatifs sociaux et de 15 % de logements en accession sociale à la propriété,
- Pour les communes intérieures, l'objectif est 20 % de logements locatifs sociaux et de 10 % de logements en accession sociale à la propriété.

Pour atteindre ces objectifs de production de logements, mais aussi d'accompagnement de tous les ménages de MACS, le PLH propose un plan d'actions destinées à associer les acteurs et partenaires et à mobiliser des financements communautaires dédiés. Ce plan d'actions propose ainsi de :

- Développer une offre de logements en adéquation avec les revenus des ménages du territoire, prenant en compte les besoins de parcours résidentiels,
- Prendre appui sur le tissu urbain existant avec une stratégie foncière dédiée et un regard particulier sur le parc existant,
- Apporter un soutien aux ménages en situation de fragilité, publics sensibles aux réponses spécifiques.

La procédure d'élaboration prévoit que chaque commune puisse rendre un avis sur le document deux mois suivant son arrêt par le Conseil communautaire. Le document, éventuellement amendé, et à nouveau visé par le Conseil communautaire et devra ensuite recueillir l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement. Sous réserve d'un avis favorable de l'État, une dernière délibération communautaire viendra enfin approuver et adopter définitivement le PLH et clore ainsi la procédure.

Conformément à la délibération du conseil communautaire du 25 septembre 2025, le projet de PLH a été transmis aux communes afin que leurs conseils municipaux émettent un avis avant le 25 novembre 2025.

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) ;

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU la loi 3DS du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation et la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5216-5 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 302-1 à L. 302-3 relatifs au programme local de l'habitat ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 26 janvier 2023 engageant la procédure d'élaboration de son troisième Programme Local de l'Habitat et portée à la connaissance de l'Etat en date du 21 juillet 2023 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 26 septembre 2025 de la communauté de communes arrêtant le projet de son troisième Programme Local de l'Habitat ;

VU le courrier de la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud sollicitant l'avis de chaque commune sur le projet de PLH arrêté ;

CONSIDERANT que le PLH est un document cadre de la politique de l'habitat pour les six prochaines années,

CONSIDERANT que le projet de PLH va dans le sens d'un projet de développement territorial pour la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud et pour la commune, par ses objectifs ambitieux mais raisonnables, et défend la mixité sociale au service de l'habitat pour tous ;

CONSIDERANT que le projet de Résidence Hôtelière à Vocation Sociale (RHVS) sur un terrain communal, à côté des logements saisonniers existants, au sein de la zone d'activités communautaire de Pédebert, répond notamment aux objectifs des actions 11 (accompagner le développement et la gestion d'une offre à destination des jeunes et actifs en mobilité) et 12 (proposer une offre d'accueil dédiée au public saisonnier en réponse à la carence de l'offre et la forte saisonnalité de l'économie) du PLH arrêté ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'émettre un avis favorable au projet de troisième Programme Local de l'Habitat de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud applicable sur le territoire ;

SOLLICITE, auprès de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud, une aide au financement de la construction de la Résidence Hôtelière à Vocation Sociale (RHVS) projetée sur un terrain communal au sein de la zone d'activités communautaire de Pédebert ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal

administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

MARCHES PUBLICS-DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

4. Approbation du choix de subdélégation de la gérance du Club House du Golf d'Hossegor

Christophe VIGNAUD

On va parler maintenant de l'approbation du choix de la subdélégation de la gérance, Du club house du golf. En date du 13 octobre dernier, le comité directeur a choisi à l'unanimité de ses membres l'équipe de Clément Pichard et de Félicien Declercq pour prendre en charge la gestion en subdélégation du restaurant du golf jusque-là géré en direct par le club.

Ces deux acteurs ne sont pas des inconnus parce que l'un des chefs est gérant de Jean des Sables. Et le 2e est un œnologue qui a travaillé pendant un très longtemps au Chai dans la zone Pédebert. Ils auront donc la lourde tâche de trouver l'équilibre d'un restaurant, d'un restaurant golfeur. Avec l'exigence de ces derniers, nous sommes convaincus de leur savoir-faire et pensons qu'ils répondent très bien aux besoins des adhérents. Et tel que prévoit la DSP, il nous faut passer cette demande dans le mois qui suit la réception de l'information.

Donc qui a été remise en main propre le 21 octobre 2025. Sinon faute de réponse, cela annule leur choix.

Cette nouvelle équipe sous le nom de la société Biscaye pardon souhaite débiter le premier décembre et garde l'ensemble des salariés et conformément à l'article 7.1 de la délégation de service public du contrat que nous avons, nous devons approuver la proposition de subdélégation du contrat de concession du service de service public pour la gérance du club house dans le complexe golfique d'Hossegor.

Avant de vous prononcer, alors monsieur Arbeille n'étant pas là, Jean-Marc Leroy que je représente et moi-même nous allons nous abstenir de voter.

Est-ce qu'il y a des questions ? Donc on va passer au vote. Qui est pour ? À l'unanimité. Très bien, merci.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération 251114-04 : Approbation du choix de subdélégation pour la gérance du Club House du Golf d'Hossegor

Depuis l'arrêt de l'exploitation en subdélégation du club house par la SAS GREENWOOD EC, le 30 avril 2025, l'association Golf Club d'Hossegor en a assuré temporairement la gestion.

Un appel à candidature a été relancé par voie de presse spécialisée et réseau local ; plus d'une trentaine d'offres sont parvenues et une douzaine ont répondu de manière formelle au cahier des charges fourni, au 31 août 2025.

A la suite d'une pré-sélection, le comité de direction de l'association s'est réuni le 6 octobre 2025 afin de choisir la meilleure candidature.

En date du 13 octobre, le comité de direction de l'association a acté à l'unanimité le choix de l'équipe composée de Messieurs Clément PICHARD et Félicien DECLERCQ.

Les demandes administratives et la négociation du contrat avec la société « BISCAYE », SAS en formation représentée par Messieurs PICHARD et DECLERCQ ont été transmises et la signature du contrat avec l'association a été effectuée le 18 octobre 2025, sous réserve de l'accord de la Commune, autorité concédante.

La société « BISCAYE » est prête à reprendre l'exploitation du club house dès le 1^{er} décembre 2025. Conformément à l'article 7-1 de la délégation de services publics, l'autorité concédante, doit approuver la subdélégation du contrat de concession de service public pour la gérance du club house du complexe golfique d'Hossegor.

VU le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

CONSIDERANT qu'il revient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver le contrat de subdélégation pour la gestion du Club House du Golf d'Hossegor,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité*

APPROUVE le choix de subdélégation pour la gérance du Club House du Golf d'Hossegor proposé par l'association Hossegor Golf Club, à savoir la société « BISCAYE », SAS en formation représentée par Messieurs Clément PICHARD et Félicien DECLERCQ.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures et signer tous les documents nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

AFFAIRES GÉNÉRALES

5. Signature d'une convention avec la Préfecture des Landes relative à la réalisation de du colisage des bulletins de vote pour les élections municipales mars 2026

Christophe VIGNAUD

On passe aux affaires générales. Je vais laisser la parole à Quentin qui va nous parler d'une signature d'une convention avec la préfecture relative à la réalisation de l'adressage et la mise sous plis.

Quentin BENCHETRIT

Oui, merci Monsieur le Maire. Donc c'est la signature d'une convention avec la préfecture des Landes qui a pour objet de confier à la commune à l'occasion des. Les élections municipales des 15 et 22 mars 2026, les travaux de colisage pour les 2 tours de scrutin, les bulletins de vote destinés au bureau de vote dans les conditions suivantes, préparer et mettre en colis les paquets de bulletin de vote à destination des bureaux de vote de la commune, en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits. La préfecture des Landes aura à la charge de l'adressage des enveloppes et la mise sous pli de la propagande électorale.

Il convient d'autoriser monsieur le maire à signer la présente la convention qu'on a en annexe c'est tout simplement une possibilité qui s'offre à nous et qu'on saisit auprès de la préfecture c'est une formalité Quelqu'un a des questions ?

Christophe VIGNAUD

On va passer au vote ? Qui est pour ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-05 : Signature d'une convention avec la Préfecture des Landes relative à la réalisation du colisage des bulletins de vote pour les élections municipales mars 2026

La présente convention a pour objet de confier à la Commune, à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, les travaux de colisage, pour les 2 tours de scrutin, des bulletins de vote destinés aux bureaux de vote, dans les conditions suivantes : préparer et mettre en colis les paquets de bulletins de vote, à destination des bureaux de vote de la commune, en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits. La Préfecture des Landes aura la charge de l'adressage des enveloppes et la mise sous pli de la propagande électorale.

Dans ce cadre, il convient de conclure une convention avec la Préfecture des Landes. Cette convention définit les conditions matérielles et financières d'accomplissement de ces travaux et prévoit le versement d'une dotation forfaitaire dont le montant est déterminé par la Préfecture.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'adopter la convention relative à la réalisation du colisage des bulletins de vote et d'autoriser le Maire à la signer.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1, L. 1111-2 et L. 2121-29,

Vu le Code électoral, notamment son article R. 34,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Considérant qu'il convient de conclure avec la préfecture une convention relative à la réalisation du colisage des bulletins de vote pour la bonne tenue de des élections municipales des 15 et 22 mars 2026.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention avec la Préfecture des Landes relative à la réalisation du colisage des bulletins de vote.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

6. Sollicitation de demandes de subventions au titre du Fonds Vert pour le projet réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor

Christophe VIGNAUD

Le point suivant sollicitation de demande de subvention, Au titre du Fonds vert pour le projet de réaménagement de la plage Océane. Donc on en a parlé dans le groupe et c'est vrai que c'est un sujet qu'on a déjà évoqué. On l'avait évoqué à plusieurs reprises où je vous avais demandé l'autorisation d'aller demander auprès des financeurs des subventions.

Il s'avère qu'il y a qu'il reste un peu d'argent sur le Fonds vert, donc on va aller les solliciter. On va solliciter aussi l'Union européenne, l'Etat. Et tout autre financeur éventuellement que l'on pourrait trouver. Je vous demande juste de me donner l'autorisation et d'approuver cet article. Est-ce que vous avez des questions ? Très bien. Qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-06 : Plan-Plage - Sollicitation d'aides financières pour le projet de réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor

Monsieur le Maire rappelle que l'étude préalable du Plan-Plage d'Hossegor réalisée en 2021-2022 a permis de mettre en évidence les grands enjeux des plages de la Commune.

Pour rappel, cette étude opérationnelle fait suite à la démarche « Aménagement Durable des Plages » initiée en 2020 par la Commune avec le soutien du GIP Littoral et de l'ensemble des partenaires.

Grâce à l'accompagnement des services de l'Etat, de la Région, du Département et du GIP Littoral, le Comité de Pilotage de ce partenariat a validé le premier rapport des études PRO concernant ce projet qui répond au mieux aux principes d'aménagement durable définis au niveau régional dans le cadre du projet « Littoral 2030 : Réussir la transition du littoral de Nouvelle-Aquitaine ».

La Commune a déposé un dossier d'examen au cas par cas sur les deux plages océanes dites de la « Gravière » et des « Naturistes », secteurs qu'elle souhaite réaménager en priorité au regard des enjeux en matière de sécurité, de préservation de l'environnement et d'accueil du public. Le souhait de la Commune est également d'apporter un ensemble d'actions harmonisées permettant de renforcer l'accessibilité et la place des modes doux sur ces secteurs de plage.

Le plan de financement prévisionnel des plages océanes est le suivant pour un premier coût estimatif études et travaux en phase PRO de 725 555 (soit : 870 666 € TTC)

- 50% Union Européenne (FEDER) ;
- 30% Etat (FONDS VERT) ;

VU l'article L. 2122-22 du CGCT,

VU la délibération n°210507-14 en date du 7 mai 2021 relative aux délégations d'attributions consenties au Maire par le Conseil Municipal,

VU les études préalables réalisées dans le cadre du Plan Plage,

VU la décision du Maire 2022_03_66 en date du 25 novembre 2022 relative au choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre,

CONSIDÉRANT les conclusions du Comité de Pilotage en date du 22 mai 2025,

CONSIDÉRANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants engagés pour le projet de réaménagement durable des plages océanes d'Hossegor auprès :

- de l'Union Européenne notamment au titre du FEDER ;
- de l'État notamment au titre du Fonds Vert ;
- et/ou de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

7. Signature d'une convention de mise à disposition dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif expérimental « Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL »

Christophe VIGNAUD

Mathilde va nous parler de la signature d'une convention de mise à disposition dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif expérimental des nageurs sauveteurs.

XL, il y a eu d'ailleurs un reportage qui a été fait aujourd'hui sur France 2 et qui parlait de ce dispositif.

Mathilde VINTROU

Oui merci Monsieur le Maire. Alors le SMGBL cet été-là tout récemment en juillet 2025A approuvé un projet MSXL. Qui en fait part du constat qu'il y a de plus en plus de monde hors saison. On le sait dès qu'il fait beau, il y a des gens sur la plage. Et qui dit hors saison, c'est hors période surveillée, même si on essaie de d'année en année, de d'allonger toute la surveillance sur les ailes de saison.

Donc voilà, dès qu'il fait beau, il y a du monde quand les plages ne sont pas surveillées. C'est vrai que on a la chance d'avoir des vagues ici, mais ça peut être dangereux des forts courants aussi. On le voit avec ces les alertes, pardon, baie, que ça peut être très dangereux et donc c'est inspiré d'un modèle australien, les Australiens sont bien en avance sur nous et sur ces questions-là et donc du coup c'est vraiment. Voilà le recruter au niveau du département, 24 nageurs sauveteurs qui auront 3 missions essentielles.

La première, ce sont des patrouilles de vigilance. Voilà sur ces sur ces week-ends non surveillés. Quand ? Quand il y a des activités. On parle des baigneurs, mais aussi quel que soit le temps, il y a de plus en plus d'activités, le surf, le paddle, le truc, le machin. Bon bref, des cachalots qui s'échouent sur nos plages récemment. Enfin voilà, il y a de quoi faire. Il y a aussi la mise en œuvre d'un centre d'initiation et de perfectionnement au métier de nageur sauveteur qui se professionnalise d'année en année, et la mise en œuvre aussi d'opérations de sensibilisation du grand public mais surtout des scolaires.

Voilà. Dans les écoles de tous les départements pour apprendre à lire les codes, les panneaux d'entrée de plage, les drapeaux qui ont changé il n'y a pas si longtemps, le drapeau violet maintenant. Donc voilà. Est-ce que bon donc il faut autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention passée avec le syndicat. Voilà, des baignades landaises.

Est-ce qu'il y a des questions.

Lionel BARBERIS

Juste le statut de ces MNS, du coup.

Mathilde VINTROU

Ce sont des CDD de projets.

Lionel BARBERIS

On va pouvoir payer des CDD comme ça à l'année.

Mathilde VINTROU

Ouais, sur 3 ans, oui. Ce sont des grands projets.

Christophe VIGNAUD Des projets, on n'aura pas obligation de les titulariser. Non, ça juridiquement, je pense qu'ils ont regardé parce que. Le département, mais certes, 500 000. Euros, c'est très particulier, mais oui.

Lionel BARBERIS

Parce que pour nous, c'est très important d'avoir le niveau de performance de nos managers qui tiennent. Donc là, dans le temps, il ne faudrait pas qu'on ait des gens en CDI, qu'on n'arrive pas à recaser, parce qu'on aura obligation de les recaser.

Édouard DUPOUY

Tu imagines si on peut augmenter la masse salariale.

Christophe VIGNAUD

De tout ce qu'il faut juste que vous sachiez, c'est que sur l'ensemble des agences qui ont été sélectionnées. on en a deux ou trois, je ne sais plus, trois qui ont été, qui font partie du discours. Ce qui prouve qu'on a un vivier important de gens de qualité.

Lionel BARBERIS

La question que je pose n'est pas neuve, puisque on a eu la même problématique dans les piscines. Les piscines dans les collectivités, c'est tout à fait classique d'avoir un statut du maître-nageur qui est assez, C'est clair sur le fait qu'ils ont des prix, notamment qui sont très élevés, qui sont souvent un frein à la mobilité. Et après derrière, le reclassement de ces personnes quand on arrive à l'âge et la difficulté à maintenir un niveau de performance, alors sur un bassin c'est une chose, mais au niveau de l'océan c'est autre chose. Donc voilà, c'est juste une convention dans le temps.

Parce qu'aujourd'hui on signe cette convention, mais la transformation dans le temps de ce type de signature.

Christophe VIGNAUD

Je remets juste les choses en forme, c'est trois ans, c'est une signature entre le département, le SMBGL, donc le syndicat, et les communes, et donc du coup, on n'a aucun souci par rapport à ça. Donc il faut qu'on vote, est-ce que vous êtes d'accord sur ce dispositif ? Qui est pour ? Merci. Quentin, je te laisse la parole par rapport à la convention d'occupation.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-07 : Convention de mise à disposition dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif expérimental « Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL »

Le Comité Syndical du Syndicat Mixte de Gestion des Baignades Landaises a approuvé à l'unanimité le 1^{er} Juillet 2025 la mise en œuvre du projet "Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL" (NSXL), avec notamment :

- La mise en œuvre de patrouilles de vérification une fois par semaine et d'information les week-ends et vacances scolaire en fonction de la météo ;
- La création et l'animation d'un centre itinérant d'initiation et de perfectionnement au métier de nageur-sauveteur ;
- La mise en œuvre de programmes pédagogiques.

A cet effet, et dans l'objectif de mutualisation des moyens dans un souci de gestion responsable des finances publiques, une convention doit être établie entre le SMGBL et chacune des collectivités contributrices afin de définir les modalités de mise à disposition des matériels et locaux dans le cadre de ce projet.

Ce projet expérimental est unique en son genre en France et plus largement en Europe.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération du Comité syndical du SMGBL en date du 1^{er} octobre 2025 adoptant le projet de convention soumise à l'approbation des collectivités membres,

CONSIDÉRANT l'intérêt de la Commune de voir ces missions menées à bien sur ses plages océanes et lacustres et notamment à destination des différents publics évoluant sur son territoire (usagers de ses plages, écoliers...),

CONSIDÉRANT la demande, de la part du SMGBL, de mettre à disposition tout moyen permettant de mener à bien les missions en partie évoquées précédemment (véhicules et engins de secours, matériels de sauvetage et de secourisme, salles, postes de secours...),

CONSIDÉRANT le soutien que la commune de Soorts-Hossegor décide d'apporter au projet NSXL,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le projet de convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et le Syndicat Mixte de Gestion des Baignades Landaises pour encadrer la mise à disposition de moyens à destination du dispositif expérimental "Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL" (NSXL).

APPROUVE les conditions financières de la mise à disposition de moyens matériels, de véhicules de secours et de locaux.

APPROUVE la durée de la convention qui court jusqu'au 31 décembre 2027, soit le terme du projet expérimental NSXL.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et le SMGBL.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

8. Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Free Mobile

Quentin BENCHETRIT

Point numéro 8, qui concerne la signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Free Mobile. Donc, la commune envisage de mettre à disposition de l'opérateur Free Mobile un emplacement situé sur le clocher de l'église Saint-Étienne de sources, parcelle cadastrée AV 31, pour accueillir des installations de communication électronique moyennant une redevance annuelle de 9300€ non soumis à la TVA, revalorisée de 3% par an.

L'Assemblée est invitée à autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention d'une durée de 12 ans. Est-ce que vous avez des questions à ce sujet sachant que l'objectif de cette nouvelle antenne est évidemment d'améliorer la capacité du réseau mobile Free sur la commune qui comme vous en faites peut-être les frais pour certains n'est pas excellent actuellement.

Patrice BIANCONE

Orange ne fonctionne absolument pas. Free par exemple. Donc le problème est plus large que Free. Je pense qu'il faut faire quelque chose aussi pour Orange parce que c'est en cours. Soit on ne capte pas, soit ça coupe.

Quentin BENCHETRIT

On a la chance...

Patrice BIANCONE

On est coupé 3 fois en 2 Min.

Quentin BENCHETRIT

Totalement. On a la chance d'être en étroite collaboration avec l'opérateur Orange également avec qui on a des contacts directs du fait de tous les déploiements qu'on peut faire à côté. C'est un sujet qui est sous contrôle, ils ont fait des gros travaux déjà au mois de septembre, ils prévoient d'en refaire, ce qui se passe c'est que le réseau de l'opérateur historique commence à vieillir, Ils effectuent des travaux maintenant on ne va pas payer de nouvelles antennes s'ils ne veulent pas les mettre, c'est sur leur plan de travaux, on leur fait remonter les informations.

Là l'opérateur Free nous a entendu et du coup installe une nouvelle antenne. Voilà en tout cas c'est un sujet, on y travaille, ce n'est pas le seul, il y a des sujets de fibre également, quelque chose qui fonctionne quand même bien, et qui est une réponse immédiate aujourd'hui au problème de réseau mobile. Principalement par exemple le problème des antennes surchargées en période estivale, ce sont les appels wifi que tout le monde peut activer sur son téléphone.

C'est à dire que plutôt que la communication mobile ainsi que les SMS transitent par l'antenne 3G, 4G, 5G à proximité, ça passe directement par votre box internet. Donc ça c'est quelque chose que vous pouvez vérifier dans les réglages de votre téléphone puisque c'est quand même quelque chose qui aujourd'hui c'est une technologie qui est fiable et qui fonctionne bien et qui permet en fait si à votre domicile vous ne captez pas bien le réseau mobile, c'est une solution on va dire provisoire qui permet de passer des appels en wifi, de pouvoir appeler. Et sachant que je tiens à rappeler quand même là-dessus, puisqu'on nous a interrogé il n'y a pas longtemps là-dessus, en cas d'appel d'urgence

ou autre, sachez que votre téléphone portable se connecte à n'importe quelle antenne, même si ce n'est pas celle de votre opérateur. Donc ce n'est pas un problème en fait en cas d'appel au 112 ou au service d'urgence. Du coup s'il n'y a pas d'autres questions.

Christophe VIGNAUD

Est-ce que vous êtes d'accord ? Qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-08 : Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Free Mobile

Dans le cadre de son activité d'opérateur de réseaux et de services de communications électroniques, la société FREE MOBILE souhaite installer un relais de téléphonie mobile sur une portion de la parcelle communale cadastrée AV 31 dans le clocher de l'église Saint-Etienne de Soorts.

A cet effet, la société a déposé une déclaration préalable pour présenter les équipements qui seront installés sur le site. Ce dossier a fait l'objet d'une instruction et a reçu un avis favorable de la Commission Urbanisme et de l'Architecte des Bâtiments de France.

Aux vues de ces informations et à l'issue de négociations, la commune et la société FREE MOBILE se sont rapprochées en vue de conclure une convention d'occupation du domaine public d'une durée de douze ans aux principales conditions suivantes :

- Emplacement mis à disposition : une portion de la parcelle AV 31 d'une surface de 17 m² ;
- Redevance annuelle : 9 300 € non soumis à la TVA ;
- Révision annuelle : la redevance sera augmentée de 3%/an.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public au profit de la société FREE MOBILE aux conditions sus-énoncées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant l'intérêt d'y satisfaire afin d'assurer une couverture du réseau de radiotéléphonie mobile satisfaisante sur le territoire communal,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DECIDE de conclure une convention d'occupation du domaine public autorisant la société FREE MOBILE à exploiter les équipements techniques situés sur une portion de la parcelle AV 31 conformément aux dispositions ci-annexées.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le

département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

RESSOURCES HUMAINES

9. Modification du tableau des effectifs

Christophe VIGNAUD

On va passer aux ressources humaines. Donc Jean-Marc n'est pas là, donc c'est moi qui vais le faire pour son compte. Donc on parle des modifications du tableau des effectifs, donc en raison d'une évolution donc de la réglementation. C'est ce dont on parlait tout d'abord en début de conseil, la Préfecture a demandé dans le cadre d'un recours gracieux de retirer cette délibération numéro 250606-29 en date du 6 juin 2025 portant sur la modification et la diffusion du tableau.

Suite au nouvel avis du CST, la délibération est à nouveau soumise à l'avis du conseil municipal. Pour rappel, L'application des lignes directrices de gestion, il convient de modifier le tableau des effectifs en supplément les postes suivants, on a un poste au grade d'attaché hors classe à temps complet au motif d'un départ par voie de mutation. On a eu un poste au grade d'attaché principal à temps complet au motif d'un départ en disponibilité, 2 postes d'adjoint administratif à temps complet au motif d'un départ en disponibilité et d'un avancement de grade.

Ainsi que deux postes d'adjoint administratif principal deuxième classe à temps complet au motif d'un changement d'affectation en interne et d'un avancement de grade. L'assemblée est donc invitée à approuver le retrait de cette délibération puis à approuver le tableau des effectifs qui vous est présenté et de m'autoriser donc à signer les documents qui sont afférents à cette affaire. Est-ce qu'il y a des questions ? Maëlle, oui ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Alors, j'avais plusieurs questions. La première, mais je me doute que c'est bon, mais j'étais étonné qu'on ait dans la même délibération, une annulation et une revalidation.

Christophe VIGNAUD

C'est à la demande de la préfecture.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Oui, deux questions. La première, est-ce que cette fois on a la certitude, en termes de formalisme, on est bon et que la préfecture ne recassera pas la délibération ?

Christophe VIGNAUD

Oui, on a vérifié. Donc a priori oui.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

A priori, on ne va pas se revoir une prochaine fois et refaire et se dire.

Christophe VIGNAUD

Je ne je ne pense pas.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Très bien, je prends tout le monde pour témoin. Et la 2e chose, je l'avais déjà dit, quand on avait passé cette fameuse délibération qui a été cassée et annulée par la préfecture, j'avais déjà posé la question. Alors bon pour la même délibération, même question. Et ce que je vais lire encore une fois, ça ne vient pas de moi. Et ça dit qu'en cas de redimensionnement d'un service, la collectivité doit produire un document clair et motivé, une sorte de rapport de présentation, qui va exposer les raisons de la modification, les objectifs, les impacts sur les missions du service concerné, ou des services, il y en a plusieurs, et les conséquences sur les agents. Et à l'époque, je vous avais demandé, où est le rapport, et du coup, mi-novembre, est-ce que cette fois, il y a un rapport ou toujours pas, en fait ?

Non, il n'y a pas de rapport et on redimensionne. Mais ce n'est pas moi qui demande un rapport, c'est la règle, encore une fois.

Christophe VIGNAUD

Tu as raison de reposer la question. On n'a pas redimensionné les services.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Mais quand on sait lire entre les lignes du tableau, on voit bien qu'il y a particulièrement un service qui est quand même très touché, me semble-t-il. Disons qu'en termes, il n'y a pas 50 000 suppressions. Et dans les suppressions, il y en a deux qui concernent un service. Donc ça vous fait penser qu'il y a quand même un redimensionnement, enfin un nouveau mode de fonctionnement de ce service.

Christophe VIGNAUD

Mais il y a eu un nouveau mode de fonctionnement par rapport à...

Maelle DUBOSC PAYSAN

Mais c'est le cas en plus.

Christophe VIGNAUD

Oui, c'est le cas, mais il faut juste se rappeler que si ça a été fait de cette façon-là, c'est qu'on a eu des conséquences qui nous ont amenés peut-être à ce genre de choses.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Je ne dis pas le contraire, mais je dis juste que la loi, la règle, le règlement, peu importe, l'impose. Quand il y a un redimensionnement et il me semble qu'il y est et je ne reviens pas sur les causes de ce redimensionnement, ce sera un autre débat, un autre sujet. Mais le fait est qu'on ne peut pas nier qu'il y a un redimensionnement d'un service et qu'en l'occurrence quand on fait ça, il y a un rapport qui doit être produit, un rapport dans lequel on pourrait très bien exposer justement une situation à un instant « T » la nécessité de revoir pourquoi il n'y a pas ça ?

Christophe VIGNAUD

Alors ça on l'a expliqué à plusieurs reprises lors d'un débat concernant ce service-là, pourquoi on faisait telle ou telle action, on en a parlé en CST. Donc voilà, on n'a pas produit de rapport, mais en revanche, on a échangé à ce niveau-là. Toi la première, puisque tu fais partie des instances. Mais il n'y a pas de rapport qui a été mis en place. Bien, est-ce que vous avez d'autres questions ? On va voter donc qui est. Alors donc, on doit donc approuver le retrait.

Et ensuite on doit approuver ce, tableau. Donc on va voter les deux en même temps. Donc qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ? Contre ?

Un contre, et deux abstentions. Pardon, excuse-moi. Donc trois abstentions.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-09 : Modification et diffusion du tableau des effectifs

VU le code général des collectivités territoriales,
VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

En application des Lignes Directrices de Gestion, il convient d'ouvrir et de modifier les postes suivants :

- **1 poste d'Agent social principal de 2ème classe à temps non complet**
(En remplacement d'un poste d'Agent social)
- **1 poste d'Agent social principal de 1ère classe**
(En remplacement d'un poste d'Agent social principal 2ème classe)
- **1 poste d'Adjoint technique principal de 2ème classe**
(En remplacement d'un poste d'adjoint technique)
- **1 poste d'Adjoint technique principal de 1ère classe à temps non complet**
(En remplacement d'un poste d'Adjoint technique principal de 2ème classe)
- **1 poste d'Animateur principal de 2ème classe**
(En remplacement d'un poste d'Animateur)
- **1 poste d'Auxiliaire de puériculture de classe supérieure**
(En remplacement d'un poste d'Auxiliaire de puériculture de classe normale)

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir des postes à la suite de nomination via les avancements de grades de l'année 2025 conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor ;

CONSIDÉRANT la volonté de supprimer des postes à la suite des avancements de grades et départs de l'année 2023 et 2024 ;

VU l'avis rendu par la Commission RH en date du 14 avril 2025 ;

VU les avis rendus par le Comité Social Territorial en dates des 15 mai 2025, 23 octobre 2025 et 10 novembre 2025.

VU la délibération n°250606-29 en date du 6 juin 2025 portant sur la modification et la diffusion du tableau des effectifs,

VU le courrier de Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Dax en date du 30 juillet 2025 sollicitant le retrait de la délibération n°250606-29 et l'adoption d'une nouvelle délibération conforme avec le droit en vigueur,

VU les avis rendus par le Comité Social Territorial en dates des 23 octobre 2025 des 10 novembre 2025.

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

1 voix contre M. DUBOSC PAYSAN,

Et 3 abstentions L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP,

Le Conseil Municipal,

DECIDE de retirer la délibération n°250606-29 en date du 06 juin 2025 portant sur la modification et diffusion du tableau des effectifs.

TABLEAU DES EFFECTIFS COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR AU 14/11/2025						
FILIERE	CATEGORIE	GRADE	NOMBRE D'AGENT	TEMPS DE TRAVAIL	VACANT	GENRE
Administrative	A	DGS	1	TC	0	1 Homme
		Attaché	0	TC	1	
		Attaché Principal	0	TC	0	
		Attaché hors classe	0	TC	0	
	B	Rédacteur	2	TC	0	2 Femmes
		Rédacteur Principal 2ème classe	0	TC	0	
		Rédacteur Principal 1ère classe	4	TC	0	3 Femmes et 1 Homme
	C	Adjoint Administratif	5	TC	3	3 Femmes et 2 Hommes
		Adjoint Administratif Principal 2ème classe	2	TC	1	2 Femmes
		Adjoint Administratif Principal 1ère classe	11	1 TNC	0	11 Femmes
SOUS TOTAL ADMINISTRATIF 25					5	A : 0 Femme et 1 Homme
						B : 5 Femmes et 1 Homme
						C : 16 Femmes et 2 Hommes
Technique	A	Ingénieur Principal	2	TC	0	2 Hommes
		Ingénieur hors classe	1	TC	0	1 Homme
	B	Technicien Principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
	C	Adjoint Technique	15	TC	3	2 Femmes et 13 Hommes
		Adjoint Technique principal de 2ème classe	8	TC	0	2 Femmes et 6 Hommes
		Adjoint Technique principal de 1ère classe	15	1 TNC	3	2 Femmes et 13 Hommes
		Agent de Maitrise	3	TC	1	3 Hommes
		Agent de Maitrise Principal	7	TC	2	1 Femme et 6 Hommes
SOUS TOTAL TECHNIQUE 52					9	A : 0 Femme et 3 Hommes
						B : 0 Femme et 1 Homme
						C : 7 Femmes et 41 Hommes
Médico-Sociale	A	Educatrice jeunes enfants	1	TC	0	1 Femme
		Puéricultrice hors classe	1	TC	1	1 Femme
	B	Auxiliaire Puériculture de classe supérieure	6	TC	0	6 Femmes
		Auxiliaire Puériculture de classe normale	0	TC	0	
	C	Agent Social	3	1 TNC	2	2 Femmes et 1 Homme
		Agent Social Principal 2ème classe	2	1 TNC	0	2 Femmes et 0 Homme
		Agent Social Principal 1ère classe	2	TC	0	1 Femme et 1 homme

		ATSEM Principal de 1ère classe	1	TC	1	1 Femme et 0 homme
SOUS TOTAL SOCIAL			16		4	A : 2 Femmes et 0 Homme
						B : 6 Femmes et 0 Homme
						C : 6 Femmes et 2 Hommes
Animation	B	Animateur principal 2ème classe	1	TC	0	1 Femme
	B	Animateur	0		0	
	C	Adjoint d'Animation	0	TC	2	0 Homme
SOUS TOTAL ANIMATION			1		2	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 1 Femme et 0 Homme
						C : 0 Femme et 0 Homme
Police Municipale	C	Brigadier-Chef Principal	5	TC	0	2 Femmes et 3 Hommes
		Brigadier - Gardien	2	TC	0	1 Femme et 1 Homme
SOUS TOTAL POLICE MUNICIPALE			7		0	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 0 Femme et 0 Homme
						C : 3 Femmes et 4 Hommes
Sportive	B	Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
SOUS TOTAL SPORTIVE			1		0	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 0 Femme et 1 Homme
						C : 0 Femme et 0 Homme
TOTAL DES EFFECTIFS			102		20	Cat A : 2 FEMMES et 4 HOMMES
						Cat B : 12 FEMMES et 3 HOMMES
						Cat C : 32 FEMMES et 49 HOMMES

TC : temps complet

TNC : temps non complet

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- 1 poste d'Agent social principal de 2ème classe (30 heures hebdomadaires) ;
- 1 poste d'Agent social principal de 1ère classe ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2ème classe ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe (32,50 heures hebdomadaires) ;
- 1 poste d'Animateur principal de 2ème classe ;
- 1 poste d'Auxiliaire de puériculture de classe supérieure.

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en supprimant les 6 postes vacants suivants :

- 1 poste au grade d'Attaché principal à temps complet au motif d'un départ en disponibilité ;
- 1 poste au grade d'Attaché hors classe à temps complet au motif d'un départ par voie de mutation ;
- 2 postes d'Adjoints Administratifs à temps complet au motif d'un départ en disponibilité et d'un avancement de grade ;
- 2 postes d'Adjoints Administratifs principal de 2^{ème} classe à temps complet au motif d'un changement d'affectation en interne et d'un avancement de grade ;

PREND ACTE de la mise à jour du tableau des effectifs présenté ci-dessus.

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PRÉCISE que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents seront inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

10. Modification des Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) liées aux événements familiaux

Christophe VIGNAUD

Alors, le point numéro 10, c'est la modification des autorisations spéciales. Ça s'appelle les ASA qui sont liées aux événements familiaux. Donc il y a eu des modifications qui ont été faites par rapport à cela, qui sont distinctes des congés annuels. Ce sont des jours d'absence qui sont accordés exceptionnellement aux agents publics à l'occasion de certains événements professionnels ou familiaux. Certaines ASA sont prévues par un texte autorisation dite de droit et elles s'imposent à la collectivité suivant l'article L 622 du code général de la fonction publique.

La législation prévoit également l'existence d'ASA dites discrétionnaires laissées à l'appréciation de chaque collectivité territoriale suivant un article L 622 tiret un du code général. Le 1er juillet, donc dernier, est apparue au Journal officiel la loi 2025 595 du 30 juin 2025 qui visait à protéger les personnes engagées dans le projet parental des discriminations au travail afin de garantir aux agents publics des droits au moins égaux à ceux des salariés.

La loi est donc notamment venue pour modifier cet article 622-1 afin de prévoir que les agents publics bénéficient des autorisations d'absence prévues à cet article, L 12, 25- 16 du code du travail. C'est un peu barbare, mais c'est important de le souligner. Les agents publics ont donc le droit aux mêmes autorisations spéciales d'absence qui sont liées à la parentalité que celles dont bénéficient les salariés du droit privé, c'est à dire qu'elles doivent être accordées par l'employeur dès lors que les conditions sont remplies.

Et désormais sont accordés de droit les ASA qui ont un lien pour se rendre aux examens médicaux obligatoires qui sont prévus. Par rapport à l'article L 21, 22-1 un du code de la santé publique, dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse par exemple, et des suites de l'accouchement des ASA autorisant aussi les actes médicaux nécessaires dans le cadre d'une assistance médicale avec la procréation prévue au chapitre premier du titre 4 du de la du livre premier de la 2e partie du code de la santé publique.

Pour le conjoint, une ASA supplémentaire pour le conjoint, agent public de la femme enceinte ou de la personne bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation ou à la personne qui est liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle pour se rendre à 3 de ses examens médicaux obligatoires ou de ses actes médicaux nécessaires pour chacun au protocole du parcours d'assistance médicale au maximum. Un autre asa, c'est pour se présenter aux entretiens obligatoires nécessaires à l'obtention de l'agrément prévu par rapport à l'article L 225 tiret 2 du code de l'action sociale et des familles dans le cadre d'une procédure d'adoption au sens du travail 7 8 du livre premier du code civil.

Toutes ces ASA donc dans le cas d'un projet parental et afin de garantir aux agents publics des droits au moins égaux à ceux des salariés du privé. Il convient donc de mettre à jour dans le tableau général des autorisations d'absence liées à ces à ces événements familiaux et je vous invite à vous prononcer sur ces dispositions et à m'autoriser à le mettre en œuvre. Est-ce que vous avez des questions ? On va passer au vote donc qui est pour ces ajouts ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération : n°251114-10 : Modification des Autorisations Spéciales d'Absences liées aux événements familiaux

Les autorisations spéciales d'absence (ASA), distinctes des congés annuels, sont des jours d'absence accordés exceptionnellement aux agents publics à l'occasion de certains événements professionnels ou familiaux

Certaines ASA sont prévues par un texte (autorisations dites de droit). Elles s'imposent à la collectivité : [Article L.622-2 du Code Général de la Fonction Publique \(CGFP\)](#).

La législation prévoit également l'existence d'ASA dites discrétionnaires pouvant être accordées à l'occasion de certains événements de la vie familiale dont l'attribution est, pour le moment, laissée à l'appréciation de chaque collectivité territoriale : article L.622-1 du CGFP.

Le 1er juillet 2025 est parue au Journal officiel la [loi n° 2025-595 du 30 juin 2025](#) visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail. Afin de garantir aux agents publics des droits au moins égaux à ceux des salariés, la loi est notamment venue modifier l'[article L. 622-1 du CGFP](#) afin de prévoir que les agents publics bénéficient des autorisations d'absence prévues à l'[article L. 1225-16 du Code du travail](#).

Autrement dit, les agents publics ont droit aux mêmes autorisations spéciales d'absences liées à la parentalité que celles dont bénéficient les salariés de droit privé, c'est-à-dire qu'elles doivent être accordées par les employeurs dès lors que les conditions sont remplies :

Désormais, sont accordées de droit les ASA :

- pour se rendre aux examens médicaux obligatoires prévus à l'[article L. 2122-1 du Code de la Santé Publique](#) dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse et de suites de l'accouchement ;
- pour les actes médicaux nécessaires dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation prévues au [chapitre Ier du titre IV du livre Ier de la deuxième partie du Code de la Santé Publique](#) ;
- pour le conjoint agent public de la femme enceinte ou de la personne bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation ou la personne liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle pour se rendre à trois de ces examens médicaux obligatoires ou de ces actes médicaux nécessaires pour chaque protocole du parcours d'assistance médicale au maximum ;

- pour se présenter aux entretiens obligatoires nécessaires à l'obtention de l'agrément prévu à l'[article L. 225-2 du Code de l'action sociale et des familles](#) dans le cadre d'une procédure d'adoption au sens du [titre VIII du livre Ier du Code Civil](#).

Dans le cas d'octroi d'une ASA liée à un projet parental et afin de garantir aux agents publics des droits au moins égaux à ceux des salariés.

Il convient alors de mettre à jour le tableau général des autorisations d'absences liées à des événements familiaux.

L'assemblée est invitée à se prononcer sur ces nouvelles dispositions et autoriser Monsieur le Maire à les mettre en œuvre.

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L. 622-2 ;

VU le code du travail (articles L. 1225-16 et L. 3142-1) ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité ;

VU la circulaire ministérielle du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde ;

VU la circulaire FP/4 n° 1864 du 9 août 1995 relative au congé de maternité ou d'adoption et autorisations d'absence liées à la naissance ;

VU la circulaire FP/7 n° 002974 du 7 mai 2001 relative aux autorisations d'absence et au pacte de solidarité ;

VU la [circulaire n°1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées aux agents publics pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde](#) ;

VU l'instruction n° 7 du 23 mars 1950 relative à l'application des dispositions, des articles 86 et suivants du statut général, relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence ;

VU la loi n° 2025-595 du 30 juin 2025 visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail,

Vu l'arrêté municipal du 10/07/2013 portant autorisations spéciales d'absences,

VU la délibération n°231208-018 en date du 08/12/2023 portant modification des autorisations Spéciales d'Absences liées aux événements familiaux,

CONSIDERANT le porter à connaissance effectué auprès du Comité Social Territorial lors de la séance qui s'est tenue le 23 octobre 2025,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de modifier les autorisations d'absences liées aux événements familiaux suivantes comme précisé dans l'annexe ci-jointe.

Sous réserve des nécessités de service, les agents peuvent bénéficier, au titre de l'année civile, des autorisations spéciales d'absence suivant les tableaux ci-annexés, à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.

Les agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public peuvent bénéficier de ces autorisations d'absence.

Les autorisations spéciales d'absence doivent être prises au moment de l'événement et ne peuvent être reportées. Lorsque l'événement intervient au cours d'une période de congés annuels, de repos compensateur ou de jours ARTT, les congés ne sont pas interrompus et remplacés par une autorisation spéciale d'absence. Elles ne seront également pas reportées.

Les demandes devront être transmises à l'autorité territoriale à l'aide du formulaire mis à disposition des agents, accompagnées des justificatifs liés à l'absence :

- lorsque la date est prévisible : 10 jours avant la date de l'absence,
- lorsque la date de l'absence n'est pas prévisible : au plus tard dans un délai de 10 jours après le départ de l'agent.

ABROGE toutes les délibérations antérieures à la présente délibération,

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

11. Présentation du Rapport Social Unique au titre de l'année 2024

Christophe VIGNAUD

Très bien, on passe au point numéro 11. Alors on passe au rapport social unique RSU au titre de l'année 2024. Je précise bien, c'est l'année 2024. Alors le RSU permet de dresser un bilan des ressources humaines. Il rassemble les données à partir desquelles sont établies les lignes directrices de gestion, (les LDG) et on a une photographie sur cette période. Je ne sais pas si vous avez lu l'ensemble du dossier qui vous est qui vous a été envoyé.

Donc c'est un rapport qui fait état de la situation jusqu'au 31/12/2024. Il a été réalisé avec des applications qui nous ont, qui nous ont été apportées par les centres de gestion. Vous avez le nombre d'effectifs, 120 agents employés par la collectivité, 96 en fonctionnaires, 6 en contractuels et 18 contractuels non permanents, vous avez le détail avec les précisions des emplois qui sont non permanents.

Il y a aucun contractuel non permanent qui a été recruté dans le cadre d'un emploi aidé.

94% des 4 des contractuels pardon non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels et on a un personnel temporaire qui est intervenu en 2024 avec 3 agents du centre de gestion et aucun intérimaire. Pardon, pardon. Vous avez le détail des caractéristiques des agents permanents avec les différentes filières. Par exemple aussi vous avez le genre homme et femme qui reprend ce qui a été dit en avant-propos lorsqu'on a entamé ce Conseil.

Vous avez aussi la répartition par rapport aux cadres d'emploi, adjoints techniques, administratifs, maîtrise, agents sociaux ainsi que rédacteurs avec le pourcentage. Et vous avez aussi une répartition par catégorie. Où on voit que la catégorie A représente 5% de notre, de nos, de nos agents, la catégorie B 15% et la catégorie C 80%. On poursuit sur le temps de travail dont parlait Lionel tout à l'heure. Une répartition des agents donc à temps complet, on a 93% de fonctionnaires, on a 100% de contractuels, répartition des agents à temps complet aussi qui est identique.

Et les 3 filières les plus concernées par le temps non complet, c'est la partie administrative, médico-sociale ainsi que technique. La part des agents permanents à temps partiel selon les genres aussi, puisque ça a été mentionné, on a 0% des hommes à temps partiel et 7% en ce qui concerne les femmes. La pyramide d'âge qui est importante aussi nous concernant, on est dans une pyramide d'âge de 49 ans. La moyenne au niveau de la collectivité, on est sur une pyramide d'âge de 49 ans. Les temps pleins rémunérés, on est à 134,65 en ETP, ce qui est la moyenne de du nombre de contrats que nous avons sur l'année 2024 et on a eu 11 agents en disponibilité dans cette période-là par rapport au budget.

Donc je reprends les budgets et les et les parts prévisionnelles. Et en tout cas-là ce n'est pas prévisionnel puisque c'est 2024, ça représentait. 53,21 des dépenses de fonctionnement. On a donc une charge de personnel de cet de cet ordre-là avec l'ensemble des rémunérations qui vous ont été mises à l'intérieur de votre de votre tableau, ainsi que les différentes primes versées, IFSECIA, heures supplémentaires et bonifications ou éventuellement des suppléments familiaux de traitement.

La rémunération moyenne aussi par équivalent de temps complet rémunéré par les agents suivant les catégories AB et C. La part des primes et indemnités sur les rémunérations annuelles brutes pour

l'ensemble des agents permanents est de 13,87%. Donc la part des primes représente 13,87% pour nos agents l'i. FSE et le CIA selon les catégories et les agents vous l'avez, vous avez le vous avez la moyenne annuelle moyen par des ETPR.

Ainsi que par catégorie et vous avez ce comment ça s'appelle cette moyenne qui a été faite par catégorie ainsi que la ainsi que les CIA qui ont été versés à ce moment-là par catégorie aussi et on peut voir qu'on part entre 200 et 390,00€ suivant 93€ d'ailleurs suivant les catégories, sachant que la catégorie A n'est pas la partie la plus la plus rémunérée. La formation qui est un point très important parce que si on veut avoir des agents performants, la formation est importante et donc la formation a été mise à jour depuis 2020 et on a poussé là-dessus.

Et je pense que c'est un sujet hyper important pour que les agents puissent se former. Alors il y a des formations obligatoires, mais pour essayer de progresser. Donc on est à 33,3% des agents permanents qui ont suivi une formation d'au moins un jour. Ça a augmenté cette année, ça a augmenté depuis 2 ans. Et je trouve ça encourageant, en tout cas pour la collectivité. Il y a eu 185 jours de formation qui ont été suivis par les agents sur les emplois permanents en 2024 suivant les catégories et les catégories C ont été les plus importants avec 79% et ont pu bénéficier de cela.

On a consacré 50 000€, 49 000€ et des poussières en formation en 2024 au travers des différentes formations qui nous sont proposées aux différents collèges qui nous a été amené, l'action sociale et protection sociale complémentaire, donc la collectivité participe financièrement à cette complémentaire. En termes de santé, le montant moyen par bénéficiaire était de 118€.

Les relations sociales en ce qui concerne les jours de grève alors il y a eu 10 jours de grève qui ont été recensés en 2024, mais ce sont des jours de grève qui ont été faites par rapport aux messages nationaux et non pas par rapport à la commune. Et en 2024, on avait donc eu 2 réunions avec le CST.

Par rapport à cela, on va prendre les absences en moyenne 35,3 jours d'absence pour le tout pour tout motif médical en 2022 par pardon par fonctionnaire en moyenne, ça représente 2,7 jours d'absence pour tout motif médical, ce qui est important et on le conçoit, c'est une chose qui est importante, il y a le taux d'absentéisme.

Pour les fonctionnaires pardon compressibles, c'était 8 62. Pour les contractuels, 0 60 0 73. Le taux d'absentéisme médical c'est 9,67, le contractuel permanent 0 0 73 et le taux d'absentéisme global représenté 11 15 contre 0 73 pour les permanents. On ne peut pas se réjouir de ça et je pense que le RPS va peut-être en tout cas nous donner. Je pense des indications et nous permettre de faire progresser la commune.

Sachant que l'étude sur les RPS pour votre parfaite connaissance vous sera remis fin décembre je crois mi-décembre, le 16 décembre exactement où on aura donc un retour et on sera plus ou moins là. Je dirais la vision de ce qui se passe à l'intérieur de la commune. En accident de travail, on est à 7 accidents de travail qui ont été déclarés. En moyenne, ces accidents de travail ont généré 30 jours d'absence consécutifs. Au niveau des handicaps, on a 5 travailleurs handicapés qui sont à payer sur des emplois permanents.

Au niveau du de la prévention et des risques professionnels. On a donc un assistant de prévention que tout le monde connaît, la formation avec ces fameux 160 jours, les dépenses qui ont été faites à la collectivité en faveur de la prévention de la sécurité qui était de 20 887€. Et on a mis en place un document de prévention pour tout ce qui est risques professionnels. Voilà je n'ai pas d'autres sujets. Après c'est la prévision méthodologique.

Donc je vais laisser la parole à Lionel Barberis puisqu'il avait souhaité prendre la parole tout à l'heure. sur le sujet.

Lionel BARBERIS

Merci Monsieur le Maire. Oui, l'avantage du RSU, c'est qu'on peut le comparer. Puisqu'on en avait un en 2020. Et qu'il est exactement identique dans son masque. C'est la même chose. On a les mêmes chiffres, enfin les mêmes données qui sont traitées de la même manière. Et donc ça, c'est un grand avantage pour nous, parce qu'enfin on peut comparer de façon factuelle des données qui sont des données dans ce cas-là RH.

Mais déjà on a effectivement des données comme le budget de fonctionnement qui est marqué clairement en 2024 à 107000000€ et qui est marqué en 2020 à 85000000€. Déjà là vous voyez on est à 2 200000€ de plus sur le mandat. Donc ça veut dire que dans le budget de fonctionnement on a déjà sur le mandat sur 4 ans 2 millions, Et 2 enfin 2,2 1000000 d'euros de plus. Ce qui veut dire qu'on aurait largement pu avec ces 2,2 1000000 d'euros faire autre chose que d'augmenter notamment les charges de personnel et les primes notamment qui ont une variation est de 30%.

Vous avez une augmentation de 30% sur 4 ans sur ces données, 38% avec les dernières données de 2025. Donc ça veut dire qu'on a 30% d'augmentation sur le mandat total du dernier mandat, c'était 2%. Alors il y a des variations liées à des contextes un peu différents, mais là on parle de 30% d'augmentation. Puis quand on regarde dans ce rapport, on arrive sur Ben les équivalents temps plein rémunérés, donc là ça m'empare, c'est le nombre d'équivalents temps plein que la collectivité rémunère sur l'année.

En 2020 on était à 111 postes, là on est à 134 postes, c'est 23 postes créés sur 4 ans, 23 postes, on est dans la bonne gestion à l'euro près. En réalité, ça soulève plein de questions. Pourquoi ça soulève plein de questions ? Parce que dans ce rapport, on remarque une chose qui saute aux yeux derrière, c'est qu'en 2020, le nombre de jours d'absence était de 4%. 11,5%. Plus d'un mois d'absence par agent.

Plus d'un mois d'absence par agent sur 134 équivalents. Vous vous rendez compte de ce que ça représente ? C'est énorme et à la fois c'est dramatique. C'est dramatique pourquoi ? Parce que ça reflète le dialogue social, le climat social de la collectivité. C'est à dire que ce n'est pas parce qu'on a créé des postes qu'on a réglé des problèmes. Ce n'est pas parce qu'on a créé des postes qu'on a, Fait en sorte que tout aille bien dans la collectivité. Je pense qu'on les a créés de façon un peu déraisonnée. On a créé des postes à chaque fois et je vous l'avais dit dans un conseil municipal, le maire en disant Monsieur le Maire en disant chaque fois que vous allez ouvrir un placard, il ne faut pas créer un poste.

On a créé un poste de fossoyeur, il était en maladie dans la foulée, là on a poste événementiel, il est en maladie, en réalité on peut y aller, mais la réalité c'est qu'il y a un échec derrière tout ça, c'est que ce n'est pas parce qu'on crée des postes qu'on règle des problèmes et en fait ça montre surtout le problème du climat social dans la collectivité. Et je pense sincèrement, Monsieur le Maire, que c'est bien d'avoir lancé le l'audit. Alors le diagnostic sur les risques psycho-sociaux de la collectivité, qui est un document obligatoire, un document unique, fait que l'action qui est menée, elle fera sûrement ressortir beaucoup de choses intéressantes pour travailler.

C'est une photo à l'instant T de ce qu'il y a dans la collectivité et vraiment je vous en remercie d'avoir lancé ça parce que ça donnera vraiment le climat social de la collectivité aujourd'hui. Et on voit bien

qu'il se passe des choses, parce qu'il y a énormément d'absences, mais des absences qui ne sont pas le cas de l'urbanisme, on parle souvent de l'urbanisme, mais en réalité il y a beaucoup de services touchés et impactés, qui touchent le service public et la qualité de service. Parce que quand on parle de propreté, quand on parle de travail, en réalité il y a un impact réel sur la qualité de service.

Quentin BENCHETRIT

C'est malheureusement un problème au national en fait. Ce n'est pas quelque chose qui nous concerne uniquement.

Lionel BARBERIS

Non, 35 jours d'absence par agent, ce n'est pas un problème national. Alors mais justement, est ce que tu as la tendance.

Édouard DUPOUY

Moi je ne connais pas la réponse, tu l'as fait cette comparaison.

Lionel BARBERIS

Mais elle est à 4%, c'est ce qu'on a dans le RSU de 2020.

Édouard DUPOUY

Non, écoute ma question, tu viens de parler des variations entre 2020 et 2024 sur la commune. Ma question, écoute là, est ce que tu as étudié la tendance nationale ? C'est à dire ? Mais je te pose la question.

Lionel BARBERIS

Justement, c'est quand même ton boulot, je te pose la question, les collectivités que je suis. Les collectivités que je suis n'ont pas du tout ces chiffres-là et les collectivités que je suis en termes de ratio, de création de poste, et cetera.

Alors après attention, la création de poste, elle est liée à chaque collectivité. Vous avez décidé d'améliorer la qualité de service public qui fait qu'aujourd'hui le résultat n'est pas au rendez-vous. Dans ce qui ressort, voilà, c'est un choix politique. Vous avez, je vous l'ai toujours dit, vous avez fait des choix politiques de recrutement.

Les collectivités que je suis, elles n'ont pas les moyens financiers de faire ce que vous avez fait, parce que financièrement y en a pas beaucoup qui ont pu avoir les leviers que vous avez activés, c'est pour ça.

Édouard DUPOUY

Donc la tendance nationale elle est intéressante, on tu ne la connais pas, je ne la connais pas non plus, mais je pense que c'est un point à vivre.

Lionel BARBERIS

Là, la tendance nationale de l'absence, elle est plutôt autour de 4% qu'autour de 11%. Oui mais comment elle a évolué de 2020 à 2024.

Édouard DUPOUY

C'est ce qui m'intéresserait de voir si la tendance qui parce que je ne conteste pas ce que tu viens de décrire et l'évolution qu'il y a eu sur la commune, c'est réel. Ce qui est intéressant de voir si c'est si c'est lié uniquement à un contexte communal ou si ça suit une tendance nationale. C'est une seule question que je me pose du global. la tendance générale de 2020 à 2024 sur tout ce que tu viens de décrire. Je m'interroge sur le fait.

Lionel BARBERIS

Ça ne suit pas une tendance nationale aujourd'hui.

Quentin BENCHETRIT

Si, ça suit du coup une tendance nationale puisqu'au national en 2020 on était à 21 jours au national dans la fonction publique et on passe à 24 jours en 2024.

Lionel BARBERIS

Ah oui, donc on est à 35 jours c'est normal.

Quentin BENCHETRIT

On n'a jamais dit que c'était normal. Non, on n'a jamais dit que c'était normal. Mais en fait, non mais Lionel, Lionel. Mais pas du tout, on ne justifie pas du tout, mais tu connais très bien les problématiques puisque tu participes à différents sujets et là en fait tu mets uniquement en avant, ce que tu as envie de mettre en avant, mais c'est normal, tu joues ton rôle là-dessus.

Lionel BARBERIS

Je mets en avant des chiffres qui sont factuels.

Quentin BENCHETRIT

Oui, mais tu connais les raisons, tu connais les raisons de beaucoup de sujets et tu sais très bien que, en soi, ce n'est pas un choix politique là-dessus.

Lionel BARBERIS

Tu connais les raisons, ça veut dire quoi.

Quentin BENCHETRIT

Mais tu ne nous as pas apporté de solution là-dessus non plus. En fait quand on n'a pas de solution face à une situation.

Lionel BARBERIS

Là-dessus parce que vous dites tu n'as pas apporté de solution depuis le début du mandat, je vous dis ne faites pas ça, n'allez pas dans cette voie-là. Je vous l'ai dit en Conseil municipal et je vous l'ai dit plusieurs fois, je vous dis attention, ne prenez pas ces options-là, une fois que vous avez activé le levier de la masse salariale, vous ne revenez pas en arrière. Et c'est un vrai problème parce qu'en fait, chaque fois, vous avez l'exemple de l'urbanisme, et cetera. Et en fait c'est une fois que vous activez c'est le piquetage d'ailleurs. C'est très compliqué et la preuve, c'est qu'aujourd'hui vous avez activé un levier salarial conséquent et qui n'apporte pas de réponse.

En soi, c'est à dire qu'on a créé de l'emploi et derrière avoir des problèmes de gestion des ressources humaines qui sont conséquents. Donc en fait ce n'est pas créer de l'emploi ou donner de l'argent qui

règle le problème. Ce qui règle le problème c'est un vrai climat social, comment on le règle à l'intérieur ? Alors le RPS va dire des choses. Je crois que vous avez fait un audit organisationnel aussi Monsieur le Maire, puisqu'on l'a voté il y a quelques temps cet audit organisationnel.

Christophe VIGNAUD

Le CDG est intervenu, il a fait un audit, on n'a pas eu de retour en commission. Non parce qu'il n'est pas allé sur un des services qui n'avait pas d'agent, donc du coup il a fait une première étude là-dessus, mais il attendait plutôt le RPS, et ensuite il fera aussi son retour de l'audit

Quentin BENCHETRIT

C'est quand même une urgence à agir. Ça c'est là-dessus, je crois qu'on est tous d'accord de toute façon.

Lionel BARBERIS

Oui, mais en arrivant, c'est là où après ce que je veux dire, c'est en ça que je soulève. Quand vous dites quelles solutions tu apportes depuis le début, je vous dis qu'il ne fallait pas aller sur cette voie-là. Maintenant vous allez dire, mais heureusement que ce n'est pas à moi de proposer. Ce n'est pas à moi de proposer, c'est vous qui êtes en responsabilité. Le résultat il est là, le résultat il est là, c'est tout.

Quentin BENCHETRIT

Ouais mais c'est facile de caricaturer, mais. On parle d'argent public en fait, je pense que vous ne rendez pas compte. Ah si, Ah si et je peux te garantir que on dépense enfin personnellement, à chaque fois on dépense l'argent public. Comme si c'était notre argent. Et après juste parce que tu ne mets pas en parallèle mais la donc y a tu mets en parallèle l'évolution entre 2020 et 2024 ou 2025.

Mais la commune a quand même aussi beaucoup évolué sur ces sur ces 5 ans avec une population qui augmente. Donc il était aussi sur. Alors je ne parle pas du nombre, je ne parle pas de la population au sens de l'Insee au nombre d'habitants à l'année tel qu'il en est, mais en revanche tu le sais tout aussi bien que nous. Qu'on a de plus en plus de monde. On a les statistiques des réseaux, la saison est beaucoup plus longue, on a beaucoup plus de monde sur la commune et donc forcément ça induit plus de nettoyage, de poubelles à vider et tout ce qui est en cascade.

Lionel BARBERIS

Donc là-dessus les gens sont absents. Dans les services qui sont concernés, il y a beaucoup de services et vous le savez. Donc je veux dire, il y a un problème global, le RPS ne nous apporte pas des solutions, c'est important. Mais on arrive en fin de mandat et c'est ça qui est compliqué. Vous avez toute une organisation qui devrait tourner, qui devrait être opérationnelle, qui devrait donner le faire.

Quentin BENCHETRIT

C'est parce que ce n'est pas aussi simple que ça.

Lionel BARBERIS

Merci.

Quentin BENCHETRIT

Quand tu étais DGS à Capbreton, et tu faisais face aux mêmes difficultés. Tu faisais face aux mêmes difficultés.

Lionel BARBERIS

Parce qu'il fallait, on n'avait pas d'argent et dans les anciennes collectivités, on n'avait pas d'argent. Alors là, on a des phénomènes d'aubaines qui fait qu'on a de l'argent qui rentre aussi parce que derrière on a le stationnement qu'on veut faire augmenter en volume, on a la résidence secondaire que beaucoup.

Christophe VIGNAUD

Tu le sais très bien, à Capbreton, tu avais mis les parkings payants sur les plages, tu étais à l'origine de ça.

Lionel BARBERIS

Cependant ce que je sais aussi c'est que pour ça ils ont fait, ils ont fait pas le stationnement, on parle de la façon de le mettre en place. C'est à dire ? aujourd'hui les commerçants ils sont impactés clairement en dehors des périodes de saison parce que c'est faux, ils ne sont pas fixes d'accord, les commerçants ne sont pas. Impactés, mais c'est faux, c'est totalement faux. Non et en plus.

Quentin BENCHETRIT

On a mis quelque chose en place pour le stationnement des commerçants cette année.

Christophe VIGNAUD

Là je pense que ce n'est pas le bon sujet.

Lionel BARBERIS

C'est ceux qui ne font rien qui peuvent critiquer. Là on essaie d'avancer les choses, mais j'entends ce que tu dis. En tout cas on aimerait bien avoir le retour Monsieur le Maire de l'audit, c'est important, mais le RPS on aura un retour rapidement du RPS. En tout cas ce qui ressort des CST de l'ambiance avec les syndicats, on le sent, mais même au-delà des syndicats, on sent qu'il y a quelque chose qui est très pesant dans la collectivité. Et ça se ressent dans le rapport.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-11 : Présentation du Rapport Social Unique 2025 au titre de l'année 2024

Monsieur le Maire rappelle que la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique substitue aux divers rapports qu'élaboraient déjà les administrations publiques ; à savoir le rapport sur l'état de la collectivité ou bilan social, le rapport de situation comparée entre les hommes et les femmes, le rapport sur les fonctionnaires mis à disposition et le rapport sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, un Rapport Social Unique (RSU) à compter du 1er janvier 2023.

Le RSU fait état des ressources humaines dont dispose la collectivité.

Sa présentation donne lieu à un débat en Comité Social Territorial, qui donne son avis. Il doit également être présenté à l'assemblée délibérante.

Cette présentation, obligatoire une fois par an, démontre la volonté du Législateur de faire instituer un débat politique nouveau et réel sur les questions de personnel.

Ce document indique notamment les moyens budgétaires et en personnel, et rassemble les données sociales de l'année 2024. Il permet :

- D'apprécier les caractéristiques des emplois et la situation des agents de la collectivité, la situation comparée des femmes et des hommes et intègre également une partie sur la santé, la sécurité et des conditions de travail ;
- De donner lieu à un débat sur l'évolution des politiques des ressources humaines dans la collectivité ;
- De répondre aux questions sur les contingents de personnel du territoire ;
- De mesurer l'évolution de l'ensemble des données RH (nombre d'agents, statut, temps de travail, pyramide des âges, emploi des personnes en situation de handicap, absentéisme, etc.) ;
- D'établir et mettre à jour les Lignes Directrices de Gestion (LDG) en matière de stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, obligation pour les employeurs publics depuis le 1^{er} janvier 2021 ;
- De se comparer, le cas échéant, avec des collectivités de taille équivalente ;
- De mettre en place des actions spécifiques mutualisées (GPEEC, plan de formation, etc.).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 et L5219-2 et suivants ;

Vu l'article L. 231-1 du code général de la fonction publique relatif à l'élaboration du rapport social unique ;

Vu le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales ;

VU les avis rendus par le Comité Social Territorial en dates des 23 octobre 2025 et 10 novembre 2025.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le Rapport Social Unique 2025 au titre de l'année 2024 de la collectivité, annexé à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Christophe VIGNAUD

Bon, c'était juste Pour information parce qu'on doit juste prendre acte. Il n'y a pas de vote. Pardon.

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 19 septembre 2025 au 7 novembre 2025

Christophe VIGNAUD

Ensuite, les décisions du maire, je pense que vous les avez lues et il n'y a pas grand-chose.

Lionel BARBERIS

Une question sur les décisions de Monsieur le Maire. J'ai vu qu'on avait une hydrocureuse, c'est ça qu'on oui, on avait pris une machine à taille il n'y a pas longtemps.

Et en fait on a beaucoup de taxes sur la chaîne. Je vous alerte aussi sur le fait que les gens se plaignent beaucoup des taxes sur la commune et on a l'impression que malgré cette machine qu'on a on nous a interpellé là-dessus et je me suis rappelé, j'ai dit mais on avait une machine à taille quand même qu'on a acheté il n'y a pas longtemps, pourquoi elle ne tourne pas, elle devrait tourner alors tout le temps en. Fait alors elle pourrait tourner tout le temps.

Christophe VIGNAUD

Sauf que la manque de personnel non mais ce n'est pas qu'il y a manque de personnel, c'est que aussi il y a des plannings qu'il faut tenir. Là en ce moment on est dans une préparation de Noël. Et c'est vrai qu'ils sont plus dessus que sur les Tags. Il y a eu une campagne qui a été faite au niveau des tags et à chaque fois que tu enlèves ils reviennent derrière. Donc. Mais tu as raison, les tags sont un vrai sujet sur lequel on s'est penché et donc il refuse de et la machine à Tags en fait partie. Donc voilà, il n'y a pas d'autres questions ? Oui.

Maelle DUBOSC PAYSAN

J'ai une question sur la décision 61 qui s'appelle tarif d'occupation du domaine public aux abords du lac canal et autres.

Christophe VIGNAUD

Oui c'est on vote ça chaque année.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Oui mais oui mais cette année j'ai une question, domaine public certes, mais domaine public communal ou maritime ?

Christophe VIGNAUD

Non c'est communal, c'est tout communal parce que ce n'est pas la DDTM qui veut dire ça.

Maelle DUBOSC PAYSAN

D'accord parce qu'il y avait...

Christophe VIGNAUD

C'est sur les abords du lac quand même...

Maelle DUBOSC PAYSAN

Oui, mais cette partie-là par exemple ? Je pensais aussi au canal, parce qu'il y a en fait, les premiers tableaux, il y a "domaine public, abords et canal", donc ce n'est pas précisé, et après il y a un bout de tableau où il y a écrit "domaine public communal", qui sont du coup, est-ce qu'il faut.

Christophe VIGNAUD

Comprendre qui est plus sur Soorts que sur le reste.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Donc il faut comprendre que de toute façon, l'entièreté des tableaux, c'est du domaine public communal. D'accord, il n'y a rien sur le DPM ? Et est-ce que je peux me permettre une question sur la décision 62.

Christophe VIGNAUD

Oui.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Sur l'achat d'un véhicule d'occasion sur la commune ? il y avait noté...

Christophe VIGNAUD

Oui. Et alors, C'est pour remplacer la vieille Clio qui est en mauvais état de circulation.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Et elle a quoi cette pauvre voiture ? Qu'est-ce qui lui est arrivé ?

Christophe VIGNAUD

Je crois qu'elle a 190 000 km ou 210 000 km et qu'elle est complètement pourrie. Il ne lui est rien arrivé. Ah non, non.

Maelle DUBOSC PAYSAN

Non, c'est une obsession chez moi. Comment ? Vu que c'est une obsession chez moi.

Christophe VIGNAUD

De quoi ? Une obsession de quoi ?

Maelle DUBOSC PAYSAN

Il ne lui est rien arrivé, elle est juste très vieille. Ah non, c'est que mécanique.

Christophe VIGNAUD

Il faut ouvrir le micro, Madame Cazavant, sinon on n'entend pas.

Véronique CAZAVANT :

Qu'est-ce que tu as derrière la tête ?

Maelle DUBOSC PAYSAN

Absolument rien.

Véronique CAZAVANT :

C'est vrai ? On ne dirait pas.

Christophe VIGNAUD

Ah non, franchement, alors là. Non, non, c'est vraiment une, c'est vraiment de l'usure. De toutes les manières, elle va être mise en vente cette voiture. Oui enfin je ne pense pas qu'on va récupérer des miles et d'essence sur une voiture de ce type-là

INFORMATIONS DIVERSES

Christophe VIGNAUD

Notre conseil donc est fini pour ce soir. Je vous remercie de votre participation active sur le sujet. Le budget donc 2026 est à voter la prochaine fois en décembre puisque notre prochain Conseil aura lieu le 19 décembre à la même heure.

Et puis je vous souhaite un bon week-end et une bonne soirée.

Merci à vous tous.

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,
Avec 19 voix pour et 2 abstentions
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 décembre 2025,

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD